

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2729 - MERCREDI 5 OCTOBRE 2016

ENJEUX DE L'HEURE

Le Rassemblement exige un vrai dialogue inclusif

À l'issue du conclave organisé ce 4 octobre à Kinshasa, le Rassemblement a réitéré son engagement pour l'organisation d'un vrai dialogue devant réunir d'un côté les parties prenantes aux assises de la cité de l'Union africaine et, de l'autre, tous ceux de l'opposition n'y prenant part. Le leader de cette plate-forme politique, Étienne Tshisekedi, en a appelé à la confiance du peuple pour mener jusqu'au bout sa lutte.

Il a exigé la démission de tous les membres du bureau de la Commission électorale nationale indépendante qu'il accuse d'avoir trahi les attentes du peuple congolais et a redit sa récusation d'Edem Kodjo en qualité de médiateur considéré comme proche de la coalition au pouvoir.

Page 13



Étienne Tshisekedi au conclave de l'opposition



SONDAGE

Kikwa, Muyej et Bongongo en tête !

Un récent sondage Les Points publie la liste des chefs d'entreprises congolaises et des nouvelles provinces qui se sont distingués pendant les mois d'août et septembre. Dans les entreprises publiques, Anatole Kikwa de l'Ogefrem s'adjuge la première place avec un total de 86% d'opinions favorables. La rubrique des provinces est dominée par Richard Muyej Mangez, gouverneur de la Lualaba. La deuxième marche du podium est occupée par le Kasai Central avec le gouverneur Alex Kande Mupompa, crédité de 64%. Par ailleurs, 85% de personnes ayant visité la Foire agricole internationale de Kinshasa ont apprécié à sa juste valeur l'initiative des autorités de la ville de Kinshasa qui leur a offert l'opportunité de découvrir la richesse du secteur agricole congolais.

Page 13



Des personnalités retenues dans le sondage

PROCESSUS ÉLECTORAL

Tirs croisés entre Paris et Kinshasa

Résolument engagée dans la voix du changement, la France a réitéré, par l'entremise de son ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, son engagement pour une alternative au sommet de l'État en RDC selon les conditions prévues par la Constitution. À l'exemple du gouvernement américain, il n'a pas exclu des sanctions contre des responsables congolais. «S'il faut en passer par les sanctions, on passera par les sanctions», a-t-il dit avant d'en appeler à la raison et d'inviter le président Joseph Kabila à ne pas se représenter à la prochaine présidentielle.

Réponse du berger à la bergère, le porte-parole du gouvernement congolais a jugé de sollicitude suspecte l'intervention du diplomate français sur TV5. Lambert Mende Omalanga précise, à cet effet, que la RDC n'a pas besoin «d'invectives inutiles» mais plutôt de consensus.

Page 12



Lambert Mende



Jean-Marc-Ayrault

ÉDITORIAL

Migration sauvage

Que l'Europe soit submergée par la vague des migrants venus d'Afrique et du Levant n'a rien qui puisse surprendre. Si ses dirigeants, tous pays confondus, avaient eu deux doigts de bon sens et d'honnêteté au cours des cinquante dernières années, ils se seraient abstenus d'agir comme ils le firent et de semer un désordre humain auquel ils s'avèrent incapables de faire face. Mais hélas ! ils étaient à ce point convaincus de leur puissance, de leur intelligence, de leur savoir qu'ils n'ont tenu aucun compte des avertissements qui remontaient en cascade vers eux, avec cette conséquence inévitable qu'ils se trouvent aujourd'hui débordés.

La suite de cette sinistre histoire est connue avant même d'être écrite.

1)-Les drames vont se multiplier en Mer Méditerranée dans les mois à venir au point que la migration sauvage du Sud vers le Nord deviendra un problème planétaire qui dressera l'Afrique et le Proche Orient contre l'Europe.

2)-Les atrocités que provoqueront ici et là sur le Vieux continent le rejet des migrants projettera des pays européens l'image inverse de celle qu'ils affichaient en se prétendant les meilleurs avocats des droits de l'Homme.

3)-Au bout du compte et pour se sauver elle-même du désastre annoncé, l'Europe se verra contrainte de rendre aux peuples qu'elle colonisa brutalement une partie de ce qu'elle leur a confisqué dans le passé.

Il est impossible, bien sûr, de prédire le planning, de tracer le calendrier précis des événements qui marqueront cette nouvelle phase de l'Histoire moderne. Mais l'on peut tenir pour certain qu'elle aura des conséquences dramatiques pour le développement de l'Europe, pour son unité, pour sa cohésion. Incapables de prendre la mesure du problème qui se pose à elles, les institutions de Bruxelles s'enfermeront très probablement dans un déni de la réalité qui débouchera sur l'implosion de l'Union. Implosion qui a d'ailleurs débuté avec le « Brexit » anglais provoqué précisément par le refus de l'immigration sauvage.

Ne nous faisons donc pas d'illusion : tout indique que l'Europe sera à nouveau demain l'homme malade de la communauté internationale.

Les Dépêches de Brazzaville

DÉPARTEMENT DU POOL

Environ 3700 sans-abris

À l'issue de la réunion organisée le 4 octobre à Brazzaville par le Premier ministre, Clément Mouamba avec les membres du gouvernement concernés par la situation dans le département du Pool, il ressort qu'il y a près de trois mille sept cents personnes qui ont quitté leurs villages pour d'autres destinations en fuyant les exactions des ninjas.

À la fin de cette rencontre, le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, Thierry Lézin Mougalla s'est prêté aux questions de la presse. Il a déclaré que dans la première évaluation faite par la ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, il est indiqué qu'il y a, à ce jour, 2200 déplacés vers Kinkala et 1500 vers d'autres localités. Plusieurs personnes se trouvant non loin du département de la Bouenza y ont trouvé refuge. Le gouvernement, a déclaré Thierry Mougalla, a fait, au cours de cette réunion, le point de l'action humanitaire et étudié des mesures qui doivent être prises pour venir en aide en vivres et en non vivres à ces personnes déplacées. Il s'est agi également, a-t-il renchéri, d'assurer l'opinion nationale et internationale que les actes terroristes volontaires perpétrés dans le Pool sont l'œuvre des ninjas et non des éléments de la Force publique. Il n'y a pas de combats militaires dans le Pool, a-t-il précisé. Ces

terroristes attaquent les symboles de l'Etat, les agents de l'Etat et les paisibles citoyens, a-t-il poursuivi.

Il faut relever, par ailleurs, qu'il n'y a pas une volonté de la Force publique de s'en prendre aux populations, a-t-il relevé. Au contraire, selon les informations provenant des experts et partagées au cours de cette réunion, a dit Mougalla, il est clairement indiqué que les personnes déplacées se dirigent



Une vue des ministre (DR)

vers les zones où elles se considèrent être protégées par la Force publique.

Invité par un journaliste à préciser les mesures prises par le gouvernement pour les élèves, Thierry Lézin Mougalla a répondu : « qu'en ce qui concerne les élèves, les ministres en charge de l'enseignement ont fait des propositions qui vont être étudiées par le gouvernement. L'idéal est que le calme revienne vite pour que les élèves reprennent le chemin de

l'école. Cependant, dans l'hypothèse où cela prendra un peu plus de temps, le gouvernement va concentrer ses efforts sur les élèves en classe d'examen ».

A propos de la question relative à l'arrestation du pasteur Ntoumi proposée par les cadres et ressortissants du Pool réunis au sein du Comité d'appui et de suivi de la municipalisation de ce département, le porte-parole du gouvernement a précisé : « la traque du Pasteur Ntoumi

et de ses acolytes se poursuit dès lors qu'un mandat d'arrêt a été délivré contre eux par le procureur de la République. Tous les efforts sont faits pour qu'ils soient arrêtés ».

A ce jour, a-t-il ajouté, une quinzaine de personnes ont perdu la vie, dont la majorité est constituée des éléments de la Force publique, selon les informations mises à la disposition du gouvernement.

Roger Ngombé

●Diplomatie : quatre diplomates élevés au rang de ministre plénipotentiaire à la 3^e classe

Sur proposition du ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso a procédé par décret, à la nomination de quatre ministres plénipotentiaires à la 3^e classe.

Il s'agit de :

-**Blaise Edouard Gouende**, conseiller des affaires étrangères de 2^e échelon.

-**André Poh**, conseiller des affaires étrangères de 10^e échelon

-**Jacques Jean Luc Nyanga**, conseiller des affaires étrangères de 12^e échelon

-**jean Félix Mokiembo**, conseiller des affaires étrangères de 13^e échelon

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse

Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama

Assistante : Leslie Kanga

Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de

service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Édition du samedi : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustine Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice

Mampouya, Charlem Léa Legnoki,

Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Méline Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo

Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Chef d'agence : Nana Londole

Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonnateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430,

commune de la Gombe /

Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,

Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,

Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani

Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces

: Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombelé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS TRANSVERES

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Directeur : Philippe Garcia

Assistante : Sylvia Adhbas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Guillaume Pigasse

Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial

Mombongo

Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi

Chef de production : François Diatoulou Mayola

Gestion des stocks : Elvy Bombete

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo

Tél. : (+242) 06 983 9227 / (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi,
Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel
Chispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba,
Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZIB..

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ACCORD DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE

La société civile congolaise se met au parfum de son évolution en Afrique centrale

Le ministère du Commerce extérieur et de la consommation a organisé le 4 octobre à Brazzaville, un atelier de sensibilisation à l'accord de partenariat économique (APE), à l'endroit des membres de la Coordination des associations et réseaux de la société civile congolaise (Caresco).

L'atelier a eu pour but de permettre à cette coordination de s'approprier l'évolution des APE entre l'Afrique centrale et l'Union européenne notamment ses objectifs, sa configuration, des éventuels blocages ainsi que ses conséquences pour l'Afrique centrale.

Notons que la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) est depuis quelques temps, en négociation avec l'UE en ce qui



Une vue des participants à l'atelier d'information (photo «adiac»)

concerne les APE. Malheureusement, les deux parties n'ont pas encore trouvé de compromis compte tenu de certains

aspects qui ne rencontrent pas l'assentiment des uns et des autres, ce, malgré sa ratification par le Cameroun. « Nous

avons sollicité cet atelier parce que nous tenions à en savoir plus sur cet accord, afin de voir dans quelle mesure apporter

notre contribution. La République du Congo a un plan de développement qui consiste à mettre en place les Zones économiques spéciales. Si nous signons cet accord qui favorise l'entrée des produits européens sans droit de douane, nous serons en difficulté au plan fiscal et nos propres produits ne seront pas compétitifs », a indiqué le président par intérim de la Caresco, Dieudonné Moussala. Les APE sont une nouvelle approche pour les relations commerciales UE - ACP dans une perspective de développement. Autrement, l'Union européenne est en train de négocier avec les six régions d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique d'autres accords qui remplaceront les chapitres commerciaux de l'accord de Cotonou après son expiration depuis 2008.

Lopelle Mboussa Gassia

ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Brazzaville accueille la 3^e édition de l'IT Forum Congo

La capitale congolaise va rassembler, ce jeudi 6 octobre, plusieurs centaines d'experts nationaux et internationaux à l'occasion de la 3^e édition de l'IT Forum organisé par Cio Mag, en partenariat avec le DSI Club et l'Association Pratic sur le thème « Arrimer l'économie congolaise à l'économie numérique : enjeux et perspectives ».

Face à l'essor de plus en plus conséquent de la transition des pays africains vers l'économie numérique, le Congo à l'instar de plusieurs autres pays du continent est résolument tourné vers cette transformation véhiculant de nombreux changements. Loin d'être un phénomène de mode, la contribution totale de l'économie numérique sur la croissance des pays est de plus en plus importante. Elle offre une chance jamais égalée à l'Afrique d'atteindre des objectifs inespérés dans les domaines tels que la santé, l'éducation, l'agriculture. Une aubaine à saisir pour des pays producteurs de pétrole comme le Congo, qui ont une forte dépendance à la fluctuation du prix du baril, de diversifier leurs sources de revenus et de créer des emplois durables.

Acteurs de cette transition au sein des entreprises et des administrations, la participation du DSI Club Congo à ce forum permettra d'apporter une vision réelle et exposer des recommandations dans ce processus pour accompagner l'État congolais à mieux réussir sa mission. Prélude à cette rencontre, un panel ministériel réunissant les ministres de l'Enseignement supérieur, des Zones économiques spéciales, de la Recherche et de l'Innovation technologique, des Postes et Télécoms, de l'Économie numérique ainsi que celui de la Prospective passera en revue l'état d'avancement de la transformation numérique dans une bonne partie de l'administration congolaise.

D'autres sessions permettront d'échanger sur les briques technologiques nécessaires à la mise en place de la transformation digitale ou encore comment cette transition numérique peut permettre au Congo de diversifier son économie de façon durable. Initié par Cio Mag, un magazine spécialisé dans la transformation numérique en Afrique, l'IT Forum Congo fait partie des rencontres annuelles organisées par ce support panafricain depuis maintenant une décennie dans plusieurs pays. L'objectif de ces forums consiste à promouvoir l'usage des TIC comme vecteur de transformation et de modernisation dans les entreprises et dans les administrations. « À ce jour, Cio Mag est à l'origine de la création d'une dizaine d'associations nationales en Afrique dont la vocation est de servir de cadre de concertation et de dialogue en vue de participer aux réflexions stratégiques pour le développement du numérique dans les pays », précise un communiqué de presse.

La Rédaction

ENVIRONNEMENT

Healthy environment lance la troisième édition de la campagne d'assainissement en milieu scolaire

Pour la rentrée scolaire 2016-2017, cette société a ciblé quatre établissements publics de la ville capitale, notamment Pierre Ndzoko à Poto-Poto, Bouetambongo, Saboukoulou à Ouenzé et Mokondzi-Ngouaka à Makélékélé, afin de les rendre salubres

La troisième édition de la campagne d'assainissement en milieu scolaire a été lancée au cours d'un point de presse animé le 1er octobre à Brazzaville par Yvon Kaba, directeur général de Healthy environment. En effet, créée en 2012, cette société totalement à fonds privé a mis en place depuis 2014, une campagne d'assainissement. Après le point de presse,

sont dans des conditions quelque peu désagréables, surtout à l'orée de la rentrée scolaire. Selon lui, le but est de renforcer le partenariat public-privé. « Pour ne pas tout attendre des pouvoirs publics, nous nous sommes dit que nous pouvons aussi faire quelque chose pour soutenir l'État dans son projet de développement des collectivités locales et



Yvon Kaba entouré de Bruno Kikebosso et Loïc Makosso pendant le point de presse / crédit photo Adiac

les responsables de cette société et le délégué du ministère de l'Enseignement primaire se sont rendus à l'école Pierre Ndzoko pour le lancement de l'opération de salubrité. « Cette campagne consiste à mettre en valeur le programme national d'assainissement de l'environnement scolaire. Ce programme a valorisé tout ce qui a trait à l'assainissement, l'hygiène et la protection de l'environnement dans le système éducatif », a rappelé Yvon Kaba.

Il justifie son initiative par le fait que certaines écoles du pays en général et celles de Brazzaville en particulier

de nos grandes villes. Cette vision nous a emmenés vers une réflexion consistant à valoriser ce programme national », a rappelé le directeur général de Healthy environment.

Pour rappel, la première édition a concerné le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation en 2014. La deuxième édition s'est, quant à elle, tenue au lycée technique 1er Mai, dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire 2015-2016. La particularité de la troisième édition dédiée à l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, est qu'elle

concerne quatre écoles publiques. Pour ce faire, Healthy environment peut compter sur son cabinet conseil pour une levée de fonds : Aries investissement ainsi que des sponsors tels que Olympic Palace et la Fondation Burotop. « Ils ont cru en nous et nous ont fait confiance en nous accompagnant afin qu'ensemble nous puissions aider nos enfants à vivre plus ou moins dans des conditions saines. A la troisième édition, nous avons vu la gamme de sponsors s'élargir », a poursuivi Yvon Kaba, rappelant que le choix des écoles se faisait en collaboration avec le ministère de tutelle.

En effet, Aries investissement a accompagné Healthy environment dans l'obtention d'une garantie d'un montant de 325 millions FCFA auprès du Fonds africain de garantie et de coopération économique. Cette garantie a permis à la société Healthy investissement de mobiliser des financements auprès des banques de la place dont 778 millions FCFA pour le projet d'assainissement.

Principal bénéficiaire de cette initiative, le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation s'est félicité de l'action Healthy environment concernant l'école congolaise. « Elle travaille pour le bien de nos enfants et pour le bien de la nation. C'est pour nous une grande fierté parce que nous voulons que nos enfants soient dans un milieu sain et à partir de cela ils feront aussi de bons résultats. Merci à cette entreprise qui vient envers nous pour la deuxième fois. Nous demandons à d'autres partenaires de s'associer à cette société pour que nous bénéficions et rendions sains nos milieux scolaires », a invité Bruno Kikebosso, chef de cabinet enseignement au ministère de l'Enseignement primaire, secondaire.

Parfait Wilfried Douniama

AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE

Avis Général de passation de marchés n°006/CNSS/2016

I. MARCHES DES TRAVAUX

1. Travaux de construction de la Direction Départementale de la Cuvette Ouest, lot unique.
2. Travaux de construction du mur de clôture de l'agence d'Itoumbi, lot unique.
3. Travaux de construction d'une guérite (Direction Interdépartementale Bouenza-Lékoumou), lot unique.
4. Travaux de construction du siège (Direction Départementale de la Cuvette), lot unique.
5. Travaux de construction des toilettes (Direction Interdépartementale de Bouenza-Lékoumou), lot unique.
6. Travaux de réhabilitation du bâtiment de la CNSS (Moungali), lot unique.
7. Travaux d'aménagement du siège (Direction Générale), lot unique.
8. Travaux de construction de l'Agence de Talangai, lot unique.
9. Travaux d'étanchéité de la Direction des Prestations Sociales (Direction Générale), lot unique.
10. Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Direction du recouvrement et du Contentieux, lot unique.
11. Sécurité centre informatique (Direction Générale), lot unique.
12. Travaux d'aménagement et de réhabilitation de l'agence de Foucks (Direction Départementale du Kouilou), lot unique.
13. Travaux de construction de la villa Mpita (Direction départementale du Kouilou), lot unique.
14. Travaux d'élévation des murs (Direction Départementale de la Cuvette), lot unique.
15. Travaux d'aménagement de la grande salle Foucks (sonorisation), lot unique.
16. Travaux d'aménagement du siège de la Direction Départementale du Niari, lot unique.
17. Travaux de construction du siège (Direction Départementale de la Likouala), lot unique.
18. Travaux d'aménagement du siège et de la résidence (Direction Départementale de la Cuvette), lot unique.

19. Travaux d'aménagement du siège de la Direction Interdépartementale de la Bouenza-Lékoumou), lot unique.

20. Sécurité incendie, lot unique.

II. MARCHES DES FOURNITURES ET SERVICES COURANTS

- 1-Acquisition matériel et mobilier de bureau, lot unique.
- 2-Acquisition matériel informatique, lot unique.
- 3-Acquisition logiciel, lot unique.
- 4-Acquisition licence AS 400, lot unique.
- 5-Achat licence Oracle, lot unique.
- 6-Acquisition licence antivirus Kaspersky, lot unique.
- 7-Acquisition matériel de transport, lot unique.
- 8-Acquisition matériel, lot unique.
- 9-Acquisition matériel des locaux d'habitation, lot unique.
- 10-Acquisition terrain (agence Oyo), lot unique.
- 11-Acquisition terrain (Likouala), lot unique.

III. MARCHES DES PRESTATIONS INTELLECTUELLES

1. Construction de la Direction Départementale de la Likouala : études, lot unique.
2. Etudes sur immeuble de rapport (Direction Générale), lot unique.
3. Travaux de construction de la Direction départementale de la Cuvette Ouest : études, lot unique.
4. Travaux de construction de la Direction départementale de la Likouala : études, lot unique.

Les avis d'appels d'offres particuliers relatifs à chaque marché seront publiés au cours des mois d'octobre et novembre 2016.

Fait à Brazzaville, le

**Le Directeur Général,
Evariste ONDONGO./-**

EDUCATION

Le Fawe-Congo prime cent meilleurs élèves des différents examens d'Etat

Le Forum des éducatrices africaines (Fawe) antenne du Congo, que dirige la professeur Rosalie Kama Niamayoua a primé le 30 septembre, cent meilleurs élèves filles aux différents examens d'Etat du Baccalauréat d'enseignement général et technique ainsi que du Brevet d'étude du premier cycle au titre de l'année scolaire 2015-2016.

La reconnaissance de leur mérite par le Fawe-Congo marque également la fin des journées d'émulation qu'organise le forum depuis 2008, explique Rosalie Kama Niamayoua. « Nous pensons que huit ans après, l'évolution croissante de réussite des filles et les fortes moyennes obtenues par celles-ci laissent penser que nous avons atteint notre objectif concernant les journées d'émulation. Je voudrais donc vous annoncer l'arrêt de cette journée nationale d'émulation au profit d'autres activités que nous menons dans le cadre de nos partenariats avec les ministères de l'enseignement et des partenaires », a-t-elle déclaré.

La 6^e édition du Fawe a primé au total cent élèves dont quarante-neuf au baccalauréat général, une au bac technique et 50 au BEPC. Elles sont toutes issues des écoles publiques et privées de tous les départements du Congo. La lauréate Rebecca Merveille Ngoma Malonga du lycée de la Réconciliation a réalisé la plus forte moyenne avec 14,66 sur 20 au bac général. Au BEPC, Andréa Makilima Salimo de l'école Anne Marie Javoueh est en tête de la liste avec une moyenne de 17,16 sur 20 suivie de Antiga Argie Diotem de l'école AGCM notre temps avec 15,97. Parmi toutes ces écoles, le lycée d'excellence de Mbounda a occupé la première place en obtenant plusieurs lauréates. En effet, cinq meilleurs du bac et BEPC ont reçu des ordinateurs et des enveloppes financières dont le montant n'a pas été révélé. Le reste par contre ont reçu des cahiers, dictionnaires et des enveloppes.

Notons que la cérémonie a été patronnée par le directeur de cabinet du ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Adolphe Mbou Maba, en présence des anciens membres du gouvernement, des représentants des systèmes des Nations unies et ambassadeurs des différentes pays au Congo.

Elle a été marquée par des allocutions notamment celles de la lauréate 2014, Gertie Zanoua et de la présidente du Fawe-Congo, Rosalie Kama Niamayoua et du directeur de cabinet de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation. La lauréate 2014, Gertie Zanoua a témoigné le soutien du Fawe en sa faveur. « Le Fawe m'a permis de commencer ma première année d'université en toute quiétude avant d'ajouter sa participation à plusieurs formations et forum », a-t-elle souligné. Elle a exhorté ses amies à travailler davantage pour être compétitives dans tous les domaines de la vie. Rosalie Kama Niamayoua souligne que la problématique de l'émulation des filles se pose en terme d'égalité du genre dans l'éducation comme droit fondamental, l'une des conditions de l'éducation des sociétés inclusives.

D'après les statistiques de l'Unesco poursuit-elle, seize millions de filles ne mettront jamais pied dans une classe malgré les progrès accomplis ces dernières années selon, la présidente du Fawe-Congo avant de rappeler les nombreuses initiatives mises en œuvre en faveur des filles. Elles sont notamment le prix Unesco pour l'éducation des filles et des femmes, le programme « lets girls learn initiative », le programme de plus de 100 millions de dollars pour promouvoir et soutenir l'éducation des filles et bien d'autres. Le directeur de cabinet, Adolphe Mbou Maba a souligné que la cérémonie de distinction deq meilleurs élèves filles est un événement à renforcer afin de réveiller les potentiels des élèves dans tout le Congo. Autre temps fort : la prestation de la troupe théâtrale du lycée Pierre-Savorgnan-de Brazza sur le thème « les droits des femmes » et les danses traditionnelles du groupe le Sarcele.

Au terme de la cérémonie, la lauréate Darmelle Kinouani Saminou, élève en classe de terminale D, à l'école catholique Anne Marie Javoueh n'a pas caché sa satisfaction. « Etre parmi les lauréates ne me surprend pas car je m'étais donnée cette année aux études. J'ai mis la discipline à mes distractions et voilà les résultats. J'exhorte mes amies à prendre en considération leurs études ».

Un rappel sur le Fawe-Congo

Le Fawe-Congo est une antenne du forum des éducatrices africaines. Elle a pour mission de promouvoir l'équité et l'égalité du genre dans l'éducation en Afrique. Créée en 2008, le Fawe a primé de 2009 à 2012 les lauréates ayant obtenu une moyenne allant de 12 et plus pour le bac et de 15 et plus au BEPC.

En 2009, 10 filles de toutes séries confondues ont été récompensées au bac général et au BEPC 17 lauréates.

2010, un effectif de 52 filles et 38 au BEPC

2011, 130 filles au bac général et technique et 65 au BEPC

2012, 102 au bac général et 88 au BEPC

A partir de 2013, les critères ont été modifiés tenant compte des coûts inhérents aux primes alloués aux lauréates et surtout de la difficulté de prévision de budget. En effet, le Fawe n'a primé que 100 meilleurs filles pour le bac et BEPC.

En ce qui concerne les activités, le Fawe en a organisé plusieurs dont le forum sur l'éducation complète à la sexualité, la mise en place des clubs scolaires « Tosolola » dans les établissements en vue d'échanger sur les problèmes de la vie scolaire.

Lydie Gisèle Oko

RENTÉE SCOLAIRE 2016-2017

FBPV apporte assistance à environ 1000 enfants démunis du Congo

Dans le cadre de la rentrée des classes du 3 octobre, l'association Fraternité de bienfaisance aux personnes vulnérables (FBPV) que préside King Michel Souza a offert des kits scolaires aux enfants orphelins et démunis de Brazzaville et de Gamboma, dans le département des Plateaux

Le dernier épisode de cette série d'activités a été la remise des kits composés, entre autres, de cahiers, sacs, bics, ardoises, gommes à 522 enfants orphelins et démunis des quartiers 52 et 55 Ouenzé ainsi que ceux de Mfilou, quartier Ngambio. La cérémonie s'est déroulée le 1^{er} octobre à la maison commune de Ouenzé, dans le 5^e arrondissement de Brazzaville. Avant Brazzaville, King Michel Souza s'était rendu le 28 septembre avec une délégation à Béné,

à quelques encablures de Gamboma, pour assister 72 enfants autochtones de la localité. En effet, ces derniers ont également reçu des fournitures scolaires. Déjà le 6 septembre, il offrait des mêmes dons à près de 300 enfants du quartier 53 Ouenzé.

« En général, nous avons assisté environ 1000 enfants pendant cette rentrée scolaire. Notre idéal est d'accompagner les pouvoirs publics parce que nous vivons aujourd'hui des fléaux dans nos quartiers, c'est difficile pour les autorités de les toucher du doigt aussitôt et d'y apporter des solutions. Mais nous sommes-là pour les accompagner, les soutenir », a expliqué King Michel Souza, précisant que le but est d'accompagner les enfants pendant cette année scolaire.

Pour la mutualisation des efforts, le président de l'association FBPV a

invité les bienfaiteurs et hommes de bons cœurs de les accompagner dans ce challenge qui n'est pas facile. « Je pense qu'en équipe, nous pouvons mieux faire. D'où, je demanderai aux bienfaiteurs, aux généreux de nous accompagner afin que nous poursuivions ce champ d'actions », a-t-il souhaité.

Rappelons que FBPV est une association apolitique, à but non lucratif. Elle s'est fixée, entre autres objectifs, sensibiliser les populations à la conservation de l'environnement ; appuyer les jeunes aux activités culturelles et sportives ; assister les personnes vulnérables. Cette ONG vise également à appuyer les pouvoirs publics dans l'assainissement de l'environnement ; l'éducation des jeunes déscolarisés ; la formation, l'encadrement et l'orientation des jeunes désœuvrés.

Parfait Wilfried Douniama

Six exigences pour l'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo

Dans une déclaration publiée le 30 septembre au terme d'une assemblée générale préluce à la rentrée scolaire, les membres du bureau coordonnateur national du commissariat national aux comptes et ceux du conseil national présents à Brazzaville, ont examiné plusieurs points, parmi lesquels : l'analyse des résultats aux examens d'Etat 2016.

Au nombre des points examinés s'ajoutent les préparatifs de la rentrée scolaire 2016-2017 et les résultats des conseils nationaux de l'Education préscolaire ; de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation ainsi que de l'Enseignement technique et professionnel, de la Formation qualifiante et de l'Emploi.

Analysant les résultats aux examens d'Etat 2016 et particulièrement au Baccalauréat (Général et Technique) et au BEPC, l'Apeec a fait la lecture suivante : « Au Bac général 21,26% en 2016 contre 10% en 2015 nous permet de constater une amélioration du simple au double de l'année dernière à cette année quand bien même ne pouvant satisfaire tout parent d'élève responsable, mais exige que des efforts soient davantage fournis dans l'amélioration du rendement scolaire », déclare les membres de l'Apeec,

Il en est de même pour le BEPC, souligne la déclaration, où cette année 2016, l'on a enregistré 46% de réussite contre 34% l'année dernière, c'est-à-dire en 2015. S'agissant du BAC Technique, une régression est enregistrée. 40,54% en 2015 (l'année dernière) et 27,93% cette année, soit moins 12,61%, régression qui mériterait d'être maîtrisée et relevée afin que ce sous-secteur contribue tant soit peu à l'émergence souhaitée de notre pays.

Abordant le point relatif aux préparatifs de la rentrée scolaire 2016-2017 en corrélation avec les résultats des deux conseils nationaux de l'enseignement général et technique, l'Apeec relève avec pertinence ce qui suit : « Concernant le sous-secteur de l'Education préscolaire, de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, la 18^e session du conseil a adopté six recommandations relatives à : la réouverture des filières des déficients sensoriels (auditifs et visuels) et des psychopédagogues à l'Ecole Normale Supérieure ; l'ouverture effective de la filière des inspecteurs de lycée à l'ENS ; la réhabilitation ou la réouverture des écoles et CEG d'application ; la mise en adéquation des programmes de formation initiale et les programmes d'enseignement, etc. ».

Outre ces recommandations, plu-

sieurs orientations ont été dégagées par l'autorité de tutelle à l'endroit des chefs d'établissement et des directeurs des études. Toutefois, il a été instruit que tous les programmes scolaires et toutes les disciplines en cours de renouvellement à l'INRAP intègrent l'éducation à la citoyenneté. Par ailleurs, afin de garantir le suivi de l'apprenant, une passerelle a été conçue pour lier la famille à l'école, c'est le cahier de liaison qui sera d'usage dès cette rentrée scolaire.

Enfin, à l'orée de cette rentrée scolaire, l'Apeec interpelle les collectivités locales, la police administrative sur la prolifération des caves jouxtant les enceintes scolaires et dont la clientèle privilégiée est constituée de jeunes apprenants, « nos enfants qui au lieu de se retrouver dans les salles de classes s'y retrouvent allègrement en train de consommer de l'alcool, sacrifiant ainsi leurs études », poursuit la déclaration. De même, préoccupée par les actes d'incivisme, graves frisant la barbarie, posés par certains élèves sous le prétexte fallacieux de « baptême ou bizoutage » à la rentrée scolaire, l'Apeec demande aux pouvoirs publics de prendre toutes les dispositions pratiques nécessaires afin d'éradiquer définitivement ce phénomène.

Guillaume Ondzé



L'ÉCOLE CONSULAIRE DE POINTE-NOIRE, ESCIC, DONNE LA POSSIBILITÉ AUX BACHELIERS D'ÊTRE DIPLÔMÉS DE L'INSTITUT FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT (IFAM) DE PARIS.

Un cycle entièrement en anglais avec des enseignants qualifiés, expérimentés et multiculturels.

La rentrée de la promotion 2016 - 2017 est prévue pour le 24 octobre 2016. Les inscriptions se poursuivent en :

- Bachelor en anglais pour les bacheliers toutes séries (diplôme de IFAM / France).
- Bachelor BBA 3 en français et en cours du soir pour les détenteurs de BTS (IFAM).
- Master of Business Administration, MBA (diplôme de ESLSCA / France).
- Master en Management des Ressources Humaines, MRH (diplôme de ESLSCA).
- aster en Contrôle de Gestion, MCG (diplôme de ITESCIA Paris).
- Master en Qualité - Hygiène - Sécurité - Environnement, MQHSE (ITESCIA).
- Master en Management des organisations (ESLSCA).

Tél : 06 638 85 87 ; 04 43 148 27 - escicinfo2013@gmail.com ; site web : www.escic-cg.com

La Chine monte au front de la diplomatie multilatérale

Ces dernières années ont vu l'implication accrue de la Chine dans la diplomatie multilatérale, non seulement en participant activement à des événements multilatéraux, mais aussi en organisant des événements comme la Réunion des dirigeants économiques de l'APEC en 2014 et le sommet du G20 en 2016.

« On peut dire que la Chine occupe toujours le siège du conducteur quand elle se dirige vers la diplomatie multilatérale », a déclaré Aziz Mlima, secrétaire permanent du ministère tanzanien des Affaires étrangères. Il a cité comme exemple la participation de la Chine aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, la coopération avec d'autres pays en développement au sein du G77 et la signature de l'Accord de Paris sur le changement climatique.

La Chine a profité des événements multilatéraux pour rendre publiques ses idées visant à construire un monde plus développé, plus sûr et plus juste. Elle travaille également pour atteindre cet objectif à travers des efforts individuels et la collaboration avec d'autres pays.

« La Chine se transforme,

passant de participant limité à une diplomatie multilatérale à défenseur proactif et contributeur », a indiqué Zhu Shuai, chercheur au Centre chinois pour le développement de l'industrie de l'information dépendant du ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information.

M. Zhu a attribué cette transformation à la puissance croissante du pays, au changement persistant de l'environnement sécuritaire et aux attentes croissantes du monde par rapport à la Chine.

Propositions

Considérant la diplomatie multilatérale comme une étape importante des politiques étrangères, la Chine a fait, lors de divers événements, des propositions constructives sur des thèmes allant des relations internationales au développement durable, en passant par la sécurité et le changement climatique.

Avec ces propositions, la Chine cherche à consolider son rôle dans le renforcement de la coopération in-

ternationale, le maintien de la sécurité mondiale et la construction d'un ordre international plus juste et raisonnable, selon Yang Baoyun, professeur à l'université de Thammasat en Thaïlande.

En mars 2014, le président chinois Xi Jinping a proposé, lors du 3e Sommet sur la sécurité nucléaire à La Haye, une conception de la sécurité nucléaire « rationnelle, coordonnée et équilibrée », appelant à un système international de sécurité nucléaire représentant l'équité et la coopération gagnant-gagnant.

Plus tard en mai, M. Xi a proposé une nouvelle conception de la sécurité en Asie lors d'un sommet de la Conférence sur l'interaction et les mesures de la construction de la confiance en Asie, en soulignant une sécurité commune, globale, coopérative et durable pour lutter contre les défis croissants auxquels fait face cette région.

En septembre 2015, il a suggéré un nouveau type de relations internationales mettant en avant la coopération gagnant-gagnant, et créant une communauté au destin

commun pour l'humanité, en prononçant un discours lors du débat annuel de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies.

La Chine est le premier grand pays du monde qui fixe la coopération gagnant-gagnant comme objectif principal dans la gestion des relations avec d'autres pays, a déclaré le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi. Lors du sommet du G20, qui s'est conclu récemment à Hangzhou, M. Xi a souligné une gouvernance financière mondiale équitable et efficace, une gouvernance ouverte et transparente du commerce et de l'investissement internationaux, une gouvernance internationale de l'énergie verte et à basse émission de carbone, ainsi qu'une gouvernance de développement mondiale inclusive et interconnectée en tant que priorités pour la gouvernance économique mondiale.

L'explication de M. Xi sur la gouvernance mondiale a montré que la Chine s'engageait à transmettre ses idées et sa sagesse à la croissance économique du monde, a

déclaré le conseiller d'Etat chinois, Yang Jiechi, après le sommet.

De plus, les dirigeants chinois ont, à de multiples occasions, aligné leurs initiatives, telles que l'initiative « la Ceinture et la Route », sur les stratégies de développement d'autres régions.

De nombreuses personnes partagent cette idée que l'initiative « la Ceinture et la Route », se concentrant sur la connexion et un commerce sans obstacle, peut être complémentaire au Plan maître sur la connectivité de l'ASEAN, au Plan d'investissement pour l'Europe et à l'Agenda 2063 de l'Union africaine, parmi d'autres.

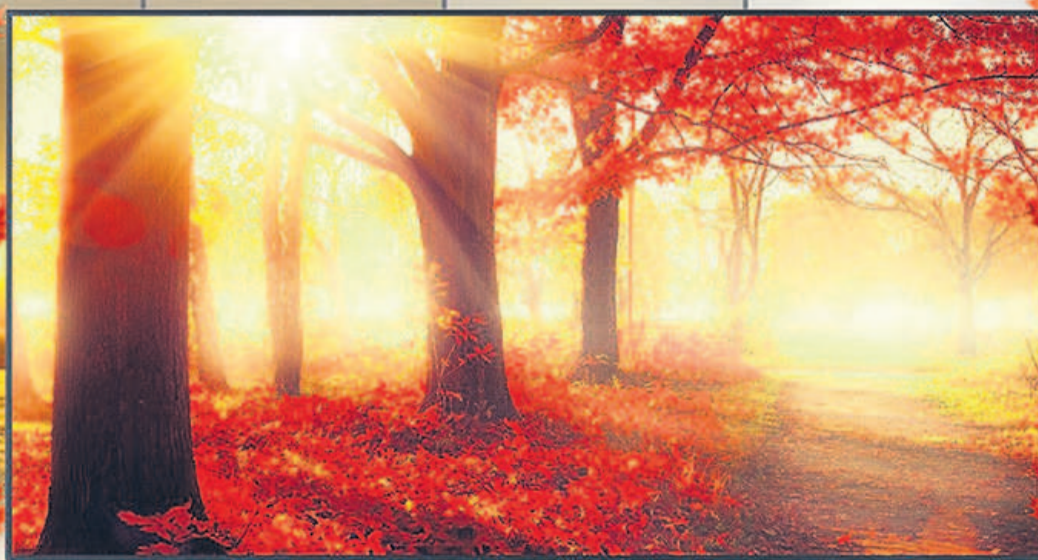
« La Chine est en train de faire écouter sa voix dans l'élaboration de la politique internationale. Elle devient créative dans la diplomatie, en particulier en lançant de nouvelles institutions internationales ou en assumant de plus grands rôles dans les institutions existantes », a indiqué Gao Zhikai, de l'Association nationale de Chine pour les études internationales.

Xinhua


BUROTOP IRIS

TELEFUNKEN

Le Géant Allemand des téléviseurs débarque au Congo chez Burotop Iris !



LED 32" HD: 159 000 Fcfa | **LED 40" FULL HD SMART: 299 000 Fcfa** | **LED 55" FULL HD SMART: 599 000 Fcfa**
LED 48" FULL HD SMART: 399 000 Fcfa | **LED 65" FULL HD SMART: 999 000 Fcfa**

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60 Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 5

L'ITALIE

Première Journée de mémoire des victimes de l'immigration

Humanitaires, secouristes, élus et survivants des naufrages sont venus à Lampedusa faire mémoire des migrants morts en tentant de gagner l'Europe.

Pour la première fois, une Journée de mémoire pour les victimes de l'immigration a été célébrée lundi, en Italie. Différents membres d'associations de victimes, maires, parlementaires et agents de sauvetage se sont donnés rendez-vous sur le petit port sicilien de Lampedusa pour dire, à la mer et au monde, leurs regrets pour les disparus sur le chemin du désespoir. La date choisie, un 3 octobre, renvoie à l'effroyable naufrage d'un chalutier aux larges des côtes de Sicile, le 3 octobre 2013.

Quelque 368 migrants entassés dans les cales du navire en avarie avaient coulé avec celui-ci, lorsque des dizaines de personnes s'étaient retrouvées tout d'un côté du bateau le faisant gîter et sombrer. C'est seulement cette année, trois ans après les faits, que la totalité des corps a pu être extraite du navire renfloué. Mais les enquêtes se poursuivent en vue de leur identification et pour leur restitution éventuelle aux familles ou, sans doute plus vraisemblable, leur sépulture dans quelque cimetière d'Italie.

Ce drame figure parmi les plus horribles de l'histoire des traversées des migrants en Méditerranée. La date a été choisie pour une manifestation officielle chaque année, mais à quelles fins ? Depuis trois ans, le nombre de morts n'a cessé d'augmenter en Mer Méditerranée, où il ne se passe pas une semaine qu'un canot en avarie ne soit secouru par les très louables garde-côtes italiens. Les chiffres officiels indiquent que depuis 2013 un total de 11.500 cadavres a été repêché en Méditerranée où 270.000 migrants sont passés pour tenter de gagner l'Europe.

Drame dans le drame, les survivants du naufrage du 3 octobre 2013 furent traduits en justice pour entrée frauduleuse en Italie, alors que « le capitaine » du rafiote, un Tunisien de 35 ans, croupit en prison où il attend d'expié sa peine. Rien de tout, cela n'a dissuadé quiconque de tenter sa chance, pas plus que les nombreux corps desséchés que l'on trouve régulièrement dans le désert du Sahara, où même les corps éviscérés abandonnés dans des morgues en Egypte ou en Libye : des victimes d'un autre trafic, celui des organes humains documenté par une association érythréenne.

Le 21 mars 2016, l'Italie décrétait que le 3 octobre on célébrerait sur son sol une Journée, « pour conserver et renouveler la mémoire de ceux qui ont perdu la vie dans la tentative d'émigrer vers (notre) pays, en fuyant les guerres, les persécutions et la misère ». Beau geste diversement apprécié, et surtout fortement critiqué par l'extrême-droite italienne, qui y voit un gaspillage d'argent pour des migrants qu'il faudrait renvoyer, tous, chez eux, selon un parti comme la Ligue du Nord.

Lucien Mpama

ZONE FRANC

À la recherche de points de convergence avant la rencontre avec les institutions de Bretton Woods du 7 au 9 octobre

Les ministres des Finances, les gouverneurs des banques centrales et les présidents des institutions régionales de la zone Franc étaient réunis à Paris, le 30 septembre, pour échanger sur les grands enjeux économiques et monétaires d'intérêt commun entre la France et ses anciennes colonies.

La réunion avait pour objectif premier, d'harmoniser leurs positions avant la rencontre d'automne avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) à Washington, du 7 au 9 octobre, dans un contexte économique mondial et régional moins favorable.

Les débats ont tourné autour de deux points focaux : la question de l'efficacité de l'investissement public et l'identification des obstacles au développement et à l'intégration du crédit. Ont été également abordées, les solutions permettant de soutenir le financement de l'économie, et en particulier le secteur privé - grand pourvoyeur d'emploi, comme relais pour la croissance des pays africains. Les ministres ont enfin analysé l'état de la convergence en Zone franc. Conscients de la nécessité de renforcer l'intégration régionale, les Etats de la Zone franc ont mis en place des mécanismes de revue périodique incitant les Etats à harmoniser leurs politiques macroéconomiques.

Ils ont cependant relevé une certaine hétérogénéité des performances économiques des Etats et des vulnérabilités propres à chaque zone, et des chocs exogènes subis en 2015. Par contre, ils ont souligné la nécessité de poursuivre les efforts en vue d'établir les équilibres macroéconomiques et budgétaires. Ils ont aussi plaidé pour l'amélioration du cadre institutionnel et procédural de gestion des investissements, rappelant le rôle du secteur et des financements privés ainsi que des complémentarités public-privé, convenant de l'importance d'un cadre juridique et institutionnel stable et rigoureux pour permettre leur développement maîtrisé.

Le ministre français des Finances, Michel Sapin a rappelé le choc sécuritaire auquel les pays du Sahel et ceux du bassin du lac Tchad continuent de faire face. Il a renouvelé leur solidarité et souligné l'engagement commun d'une mise en œuvre des politiques innovantes, soutenables et favorisant la croissance inclusive. Michel Sapin a invité le GAFI (Groupe d'action financière) à trouver des outils juridiques pour lutter contre le financement du terrorisme au sein des organismes régionaux africains de la zone franc.

Le Franc CFA, un gage de stabilité

Le gouverneur de la BCEAO, Tiémoko Meyliet Koné, a fait état d'une meilleure résistance des pays africains de la zone franc contrairement à leurs voisins, face à la chute du cours des matières premières. « Personne ne peut nous dire que, par rapport aux autres pays qui ont à peu près les mêmes challenges que nous, ils sont mieux lotis », a-t-il déclaré.

Une déclaration confirmée par le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, qui considère que le franc CFA n'est ni sous-évalué, ni surévalué, soulignant son arrimage à l'euro comme « un gage de stabilité précieux par mauvais temps ». Ajoutant : « nous menons régulièrement des études économiques pour voir si le franc CFA est surévalué ou sous-évalué par rapport à son niveau économique de très long terme. Aujourd'hui notre réponse est très claire, le franc CFA n'est ni sous-évalué, ni surévalué ». Il explique que cette monnaie utilisée par 14 pays d'Afrique subsaharienne francophone et les Comores agit comme « un mécanisme de protection contra-cyclique ». Poursuivant : « Des grands pays pétroliers d'Afrique, je n'ai pas besoin de citer de noms, qui ne sont pas dans la zone franc, ont aujourd'hui des inflations domestiques à deux chiffres, très spectaculaires. Ça, c'est évidemment une très mauvaise chose pour le pouvoir d'achat ». Ainsi, le franc CFA serait à sa juste valeur, loin d'être un frein à la croissance, permettant aux pays qui l'ont pour monnaie de mieux résister au choc

créé par la faiblesse des cours des matières premières, selon lui.

Michel Sapin a rappelé les deux éléments essentiels pour lesquels la France garantit le franc CFA : « par solidarité et pour servir les intérêts des entreprises françaises en Afrique ». Expliquant : « Ça permet de développer les investissements dans de meilleures conditions, sans prendre de risques. Dans d'autres pays, il faut à chaque fois se garantir contre le risque de dévaluation dans un sens, dans l'autre. Tout ceci est en quelque sorte effacé par des mécanismes qui sont ici ».

Lucas Abaga Nchama : la question du franc CFA n'est pas d'actualité

Michel Sapin estime le débat du franc CFA « légitime et respectable », mais renvoie les explications aux Africains. Considérant que « cette monnaie est la monnaie des Africains, c'est à eux de décider de l'avenir de leur monnaie ».

Pour le gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), Lucas Abaga Nchama, la question du franc CFA n'est pas d'actualité. « La crise actuelle n'est pas du tout monétaire, c'est une crise qui provient d'un choc exogène qui impacte nos économies ». Soulignant : « la Cémac (Communauté économique et monétaire des Etats d'Afrique centrale) exporte du pétrole, la Cémac subit la crise mais les effets sont moins importants que dans d'autres pays où l'inflation a explosé. On voit les avantages ». Il a insisté sur la stabilité apportée par le franc CFA.

Son homologue de la BCEAO, Tiémoko Meyliet Koné est du même avis : « le problème ne se pose pas au niveau du franc CFA, ce n'est pas la préoccupation aujourd'hui. La préoccupation c'est de maintenir la croissance, et personne ne peut nous dire que d'autres pays qui ont les mêmes challenges que nous sont mieux lotis ».

Les pays de la zone franc se sont donné rendez-vous, le 14 avril 2017, à Abidjan en Côte d'Ivoire.

Noël Ndong



BRAZZA
Actualité-Economie-Politique
Express

VISION 4

- Reportage
- Documentaire
- Breaking-News
- Votre Actualité

24H/24

Canal 304
DU BOUQUET CANAL +






Situé à l'immeuble EBATHA Rond-point La Coupole (Centre Ville)
CONTACTS: +242 22 613 40 55 - 05 631 38 49

TABLE RONDE SUR LA GESTION DU SECTEUR FORESTIER À L'ÈRE DU « TOUT-ECONOMIE EN VUE DU TOUT-SOCIAL », DU 6 AU 7 OCTOBRE 2016, A BRAZZAVILLE

Justification de la table ronde

Dans la perspective de l'émergence à l'horizon 2025, le Congo a pris l'option de diversifier son économie en s'appuyant sur l'économie verte. Les désappointements enregistrés ces dernières années dans le secteur pétrolier conforte ce choix stratégique et place d'emblée le secteur forestier au cœur de cette préoccupation nationale. Cette propension est d'autant plus justifiée que le secteur forestier, quoi qu'étant le deuxième pourvoyeur national d'emplois directs et indirects, et ne contribuant à la formation du PIB qu'à hauteur de 5-6%, recèle encore d'un important potentiel de biens et services dont la valorisation pourrait accroître, de manière significative, l'impact positif du secteur au développement socioéconomique du pays.

En effet, la forêt congolaise renferme un potentiel ligneux commercialisable estimé à 170 millions de m³. Sur les 2 millions de m³ que l'on peut y extraire chaque année sans compromettre sa durabilité, seuls 1,5 millions de m³ sont exploités. Cependant, cette production n'est pas transformée localement à la hauteur des prescriptions légales et réglementaires, causant ainsi (i) une perte sur la création de la valeur ajoutée liée à la filière bois, (ii) un déficit de transfert de technologie dans le pays et (iii) un manque à gagner pour le pays dû, à l'augmentation de l'importation des produits finis.

Notre pays regorge par ailleurs, d'une diversité biologique et des paysages d'une valeur inestimable, susceptibles de servir de base aux activités cynégétiques et écotouristiques. Un réseau de 17 aires protégées, occupant 13% du territoire national, est dédié à la conservation de ce précieux patrimoine. De nombreux autres produits et services peuvent être fournis par les forêts ainsi que les écosystèmes associés, et que l'on pourrait valoriser, notamment dans le contexte actuel caractérisé par l'économie « carbone » et la promotion de la valorisation non ligneuse de la forêt. On peut citer, entre autres : les services écosystémiques valorisables aux fins de paiement pour services environnementaux (PSE) ; les molécules extraites des plantes, valorisables dans l'industrie pharmaceutiques ; la diversité des produits forestiers non ligneux (PFNL), fortement demandés sur les marchés intérieur et extérieur ; le carbone stocké dans les plantations forestières développées en savane aux fins de générer des crédits carbones valorisables sur les marchés habilités ; les produits non ligneux issus des plantations forestières, tels que la résine de pin, les huiles essentielles d'Eucalyptus, etc., très prisés sur le marché international, etc..

Vision

Le potentiel susmentionné constitue un éventail d'opportunités qui permettraient au pays, à l'issue d'une série de réformes, de passer de la logique d'une économie forestière centrée sur le bois, notamment la grume, à une logique de diversification des activités et des revenus du secteur, en vue d'augmenter les revenus par hectare de forêt. La finalité est de contribuer à l'accroissement des revenus de l'Etat et à l'amélioration du bien-être des populations, à l'aune « du tout économie en vue du tout social », prôné par Son Excellence Denis SASSOU-N'GUESSO, Président de la République, dans le cadre de la mise en œuvre de son projet de société « La marche vers le développement » », au cours du quinquennat 2016-2021. Telle est la vision que le département en charge de l'économie forestière, se propose de partager avec tous ses partenaires, à l'occasion de la tenue d'une table ronde, sous le thème : la gestion du secteur forestier à l'ère du "tout-économie" en vue du "tout-social".

Constats liminaires

La table ronde sera également l'occasion d'interpeller les partenaires sur certaines contreperformances du secteur, en pointant du doigt quelques faits identifiés à ce jour, d'ordre structurel ou conjoncturel, qui pour certains plombent l'essor du secteur. Ces constats pourront alimenter les débats au sein des ateliers.

Il s'agit essentiellement des constats ci-après :

- Le non-respect des engagements contractuels par certains partenaires ;
- La non-visibilité de la contribution du secteur forestier à l'Economie nationale ;
- Le non-respect du principe légal de la transformation plus poussée du bois
- Le déficit de l'offre locale en produits ligneux manufacturés de base ;
- L'inexistence de l'engagement des partenaires à promouvoir les plantations forestières, tant au niveau de leur concession que dans le cadre du



Programme National d'Afforestation et de Reboisement (PRONAR),
-L'insuffisante implication des communautés locales dans la gestion des aires protégées, du reste, centrée essentiellement sur la conservation pure ;
-L'absence de rémunération de l'effort national de conservation, sous forme de paiements pour services environnementaux (PSE) ;

Objectifs de la table ronde

D'une manière générale, la table ronde vise à susciter une dynamique sectorielle nouvelle, axée sur la participation effective du secteur à la diversification de l'économie nationale afin d'accroître son impact socioéconomique, à l'issue d'une série de réformes.

Plus spécifiquement, elle permettra (i) d'identifier les leviers susceptibles de booster la transformation plus poussée du bois ; (ii) de proposer les modalités d'un approvisionnement soutenu du marché local en produits ligneux manufacturés ; (iii) de proposer des schémas de l'ouverture du capital des sociétés aux nationaux (contenu local) ; (iv) de proposer des outils susceptibles de catalyser l'impact positif de la valorisation des aires protégées sur les communautés locales et autochtones ; (v) de proposer des modalités d'éligibilités des aires protégées, des séries de conservation et des anciennes coupes annuelles aux paiements pour services environnementaux, (vi) de proposer des modalités de généralisation des Unité Pilote d'Aménagement, de Reboisement et d'Agroforesterie (UPARA) et d'implication de tous les partenaires dans le Programme National d'Afforestation et de Reboisement (PRONAR) et enfin (vii) de créer les conditions d'une documentation effective et exhaustive des recettes générées par le secteur, en vue d'une visibilité de son apport au PIB national.

Une participation massive et active, gage de leur engagement à soutenir la vision du Chef de l'Etat relative à la diversification de l'économie nationale, est attendue des administrations sœurs, des sociétés forestières, des partenaires de la conservation de la biodiversité, des organisations socio-professionnelles et de la société civile, des personnalités, etc.

Fait à Brazzaville, le 03 octobre 2016

Rosalie MATONDO

Ministre de l'Economie Forestière,
du Développement Durable et de l'Environnement

INTERVIEW DE L'AMBASSADEUR D'ITALIE AU CONGO

Andrea Mazzella : «Aujourd'hui on doit l'existence du Mémorial à tous ceux qui ont réussi à braver toutes les difficultés au nom d'un grand idéal »

Alors que le Congo s'apprête à célébrer le dixième anniversaire du transfert à Brazzaville des restes mortels de Pierre Savorgnan de Brazza l'ambassadeur d'Italie, Andrea Mazzella, répond aux questions des Dépêches de Brazzaville concernant cet événement.

Pierre Savorgnan de Brazza, explorateur français, était italien d'origine et le resta de coeur tout au long de sa vie. Est-ce pour cela que votre pays a joué un rôle essentiel dans le retour de ses restes mortels à Brazzaville ?

Andrea Mazzella: Il est certain que l'Italie et l'ambassade italienne ont beaucoup apporté dans le retour des restes mortels de Pierre-Savorgnan de Brazza à Brazzaville. Parmi tout ce qui a été fait, je pense que la partie que j'aimerais souligner est le soutien que notre ambassade à Brazzaville a pu donner aux descendants de la famille de Pierre-Savorgnan de Savorgnan et aux autorités congolaises dans le rapatriement des restes mortels de l'explorateur au Congo. Comme vous le savez bien, la dernière volonté de l'explorateur, en effet, était celle d'être enterré au Congo, ce qui n'a pu se faire qu'après sa mort pour des raisons différentes.

L'idée de transférer à Brazzaville les restes de Pierre-Savorgnan de Brazza, suivant symboliquement le parcours de l'explorateur était le fruit de réflexions approfondies qui ont eu lieu avec l'un de ces

descendants directs, le Professeur Detalmo et avec la directrice du Mémorial, Mme Bélanda Ayessa et Jean-Paul Pigasse, qui ont intéressé le président de la République Denis Sassou N'Guesso. Le chef de l'Etat les a appuyés et soutenus jusqu'à la réalisation du projet. Je crois qu'aujourd'hui l'on doit l'existence du Mémorial à tous ceux qui ont réussi à braver toutes les difficultés au nom d'un grand idéal.

Le message humaniste que cet homme d'exception porta

L'idée de transférer à Brazzaville les restes de Pierre-Savorgnan de Brazza, suivant symboliquement le parcours de l'explorateur était le fruit de réflexions approfondies qui ont eu lieu avec l'un de ces descendants directs, le Professeur Detalmo et avec la directrice du Mémorial, Mme Bélanda Ayessa et Jean-Paul Pigasse, qui ont intéressé le président de la République Denis Sassou N'Guesso.

sa vie durant était-il imprégné des valeurs qui fondent votre pays ? Ces valeurs sont-elles encore d'actuali-

té dans le monde très matérialiste où nous vivons ?

A.M.: Je vous remercie pour cette question parce qu'elle me permet d'évoquer les profondes motivations de cette initiative. Célébrer avec un grand événement de mode et de spectacle la dixième année du Mémorial

signifie exactement se retourner avec attention et passion à rechercher l'humanisme et les valeurs qui ont animés le per-



L'Ambassadeur d'Italie au Congo Andrea Mazzella.

sonnage de Pierre-Savorgnan de Brazza et qui sont, en dernière analyse, les racines plus solides, plus positives et plus fortes de l'histoire congolaise. C'est dans ces racines que l'on peut retrouver une indication certaine sur l'identité nationale de ce pays qui a du reste su faire un trésor en érigeant un mausolée et une bibliothèque nationale.

C'est un fait que Pierre-Savorgnan de Brazza a promu pendant ses expéditions les valeurs de liberté, de fraternité et d'égalité, reconnaissant dans l'être humain ses propres valeurs auxquelles l'on ne peut pas renoncer et qui sont à la base de toute société civile et pacifique et des plus importantes déclarations internationales en la matière.

A ce sujet, il est très intéressant de noter que Pierre-Savorgnan de Brazza et ses compagnons ont été reçus dans le Bassin du Congo avec toute l'hospitalité offerte par le roi Makoko avec lequel ils ont su entretenir les meilleures relations possibles.

Cet humanisme, qu'il me soit permis de le dire, doit être découvert à nouveau. L'homme et ses valeurs et sa dignité doivent être remis au centre de l'attention, de la politique et de l'économie. Vous me demandez si cela est encore d'actualité alors qu'en Europe certains pays pensent résoudre le problème de l'émigration massive des flux migratoires en érigeant des murs et des barricades de fils barbelés. Eh bien la réponse est que je crois que ces valeurs sont d'autant plus d'actualité.

La célébration du dixième anniversaire du Mémorial veut donc attirer l'attention justement sur ces valeurs en les célébrant, en les redécouvrant pour les communiquer aux générations plus jeunes à travers une fête qui reprend les couleurs, l'enthousiasme, la musique et la créativité qui les caractérisent.

Que peut faire aujourd'hui l'Italie pour aider le Mémorial où reposent Pierre Savorgnan et les siens à rayonner bien au-delà des

frontières du Bassin du Congo ?

A.M.: Dans l'histoire du Congo il y a des constantes qui, en fait, caractérisent le DNA de ce pays et qui, selon moi, ne changeront pas. Une de ces constantes c'est le rapport avec la France et avec l'Italie.

Ces deux pays, grâce au soutien de groupes privés comme Eni et Total, sont déjà à l'œuvre pour édifier la nouvelle bibliothèque qui deviendra le principal centre de propagation de la culture au Congo.

L'Italie agira en outre de son côté pour remplir la forme de ce projet avec le contenu nécessaire. Il faudra récupérer dans les Archives historiques de Rome et du nord est de l'Italie, toute la documentation historique concernant l'épopée de Pierre-Savorgnan de Brazza qui sera en perspective transférée au Congo pour être mise à disposition des générations futures.

De nombreux objets et documents qui relatent l'aventure vécue sur notre sol par l'explorateur sont conservés dans divers lieux en Italie. Votre pays serait-il prêt à les exposer durablement au Mémorial de Brazzaville ?

A.M.: Un des plus grands hommes politiques de ce siècle récemment disparu disait : « Si vous avez plus de rêves que d'accomplissements, c'est que vous êtes encore jeune. Dans le cas contraire, vous êtes déjà vieux ». Pour réaliser donc ses propres rêves il faut la détermination et l'abnégation comme celles qu'a eues Savorgnan de Brazza tout au long de sa vie. Mon message et souhait est donc que le Congo puisse continuer aussi, dans le futur, à s'inspirer de ces valeurs et à l'image d'un des plus illustres « rêveurs » de tous les temps qui a achevé pleinement ses propres idéaux de paix, de développement et de prospérité.

Propos recueillis par Jean Paul Pigasse



L'ambassadeur d'Italie au Congo Andrea Mazzella et la Directrice générale du Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza, Bélanda Ayessa, lors de sa visite sur ce site historique et touristique



AVIS D'APPEL D'OFFRES - AFRO/025/2016 (NOUVELLE PUBLICATION)

RECRUTEMENT D'UNE ENTREPRISE CHARGÉE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ETANCHEITE SUR LA DALLE DE PROTECTION D'UN LOGEMENT AU SIEGE DU BUREAU REGIONAL POUR L'AFRIQUE DE L'OMS, A BRAZZAVILLE.

L'OMS dispose pour son siège du Bureau Régional pour l'Afrique (OMS/AFRO) à Brazzaville, République du Congo des logements dont 42 appartements, 36 studios et 46 villas. Tous ces logements sont occupés par le staff et sont identifiés par Bloc. Dans l'ensemble, tous ces logements ont des toitures vétustes. Pendant la saison des pluies, l'équipe de maintenance est vivement sollicitée pour des interventions diverses, suite des fuites d'eau de pluies sur les toits dégradés.

L'OMS/AFRO a décidé d'initier un mini-projet pour apporter une solution immédiate, en attendant de faire aboutir un projet de maintenance qui consistera à refaire l'étanchéité sur tous les toits dégradés de la cité du Djoué.

Ce mini-projet consiste à sélectionner une PME (Petite et Moyenne Entreprise) capable d'exécuter les travaux d'étanchéité sur le toit du bâtiment avec couverture en dalle.

L'objet de cet appel d'offre est de sélectionner une entreprise sur la base de son bordereau de prix.

L'Entreprise sélectionnée exécutera les travaux d'étanchéité conformément au devis quantitatif mis à sa disposition et selon les règles de l'art.

Les entreprises présélectionnées sont invitées à retirer le dossier d'appel d'offres y afférant jusqu'au

mardi 11 octobre 2016, entre 9H et 13H, du lundi au vendredi auprès du Bureau N° 23 à « L'Estate,

Bureau régional pour l'Afrique de l'OMS, cité du Djoué ».

Chaque offre devra comporter trois (3) volets :

- Le volet administratif qui comprendra les copies des documents à fournir par chaque société soumissionnaire, à savoir :

- une copie de l'extrait du Registre du commerce ;

- une copie de la pièce d'immatriculation aux impôts (NIU) ;

- une copie de la patente de l'année en cours ;

- une copie de l'attestation de non faillite

- une copie de l'attestation de moralité fiscale.

- Une copie d'identité bancaire.

- Le volet technique sera composé des éléments suivants :

- l'expérience professionnelle ;

- les qualifications du personnel clé (avec CVs) ;

- les références des travaux similaires déjà réalisées ;

- la méthodologie à utiliser

- la liste du matériel à mettre à la disposition du chantier,

- le planning des travaux.

- Le volet financier devra comporter les prix hors taxes des prestations (les prix devront être remplis dans le devis quantitatif et estimatif).

La soumission présentée sous plis fermé en deux

exemplaires dont un original devra comprendre l'offre administrative et technique d'une part, et l'offre financière d'autre part. L'enveloppe globale contenant ces deux offres sera fermée et devra porter la mention «CONFIDENTIEL – TRAVAUX D'ETANCHEITE DANS LA ZONE DES APPARTEMENTS DE L'OMS/AFRO». L'enveloppe devra être déposée au plus tard jeudi 13 octobre 2016 à 14h00 à l'adresse suivante :

Organisation Mondiale de la santé

Bureau Régional pour l'Afrique

BP 6

Bureau de GMC N° 129 (1er étage)

Cité du Djoué

Brazzaville – Congo

Un reçu de dépôt d'enveloppe scellée sera délivré par le Secrétariat de l'Administration générale.

Une visite collective des lieux sera organisée lundi 10 octobre 2016 à 12H avec comme programme :

- 12H00 à 12H30 : séance de briefing dans la salle 18 à l'Estate ;

- 12H30 à 13H00 : visite de reconnaissance des lieux et ;

- 13H00 à 13H30 : séance de questions/réponses.

Fait à Brazzaville, le 4 octobre 2016

Le bureau régional pour l'Afrique de l'OMS

NÉCROLOGIE

La section Basket Ball de Diables Noirs à Brazzaville a la profonde douleur d'annoncer à la grande famille du Club Sportif Multidisciplinaire Diables Noirs et à tous les basketteurs, le décès inopiné de Mathurin Donga, Capitaine de police, le mercredi 28 septembre au CHU de Brazzaville. Il a été l'ainé d'une grande fratrie de basketteurs ayant tous évolué dans Diables Noirs, il y a passé presque toute sa carrière de sportif : joueur puis capitaine, ensuite secrétaire général, président puis enfin président d'honneur. Au niveau national, il fut également commissaire aux comptes de la fédération congolaise de Basket Ball.

La veillée mortuaire est située au Centre Sportif de Makélékélé, case C 25. L'inhumation est prévue pour le samedi 8 octobre 2016.



La section Basket Ball de Diables Noirs à Brazzaville a la profonde douleur d'annoncer à la grande famille du Club Sportif Multidisciplinaire Diables Noirs et à tous les basketteurs, le décès inopiné de Malkom Kombo, le samedi 24 septembre 2016 à l'hôpital de Makélékélé, un jeune espoir de l'équipe masculine Seniors.

La veillée mortuaire se trouve, n°14, de l'Avenue Théophile Mbemba, non loin du marché de Moukoundzi Ngouaka. L'enterrement est prévu pour le jeudi 6 octobre 2016.



LEBENBAY

Immigration USA. Vivre. Travailler ou étudier aux USA.

Loterie. Plus de 50.000 Visas disponibles grâce au diversity Visa (DV)

TEL/ 05 588 69 76 / 06 505 28 25

Adresse : Rond point - la coupole - 59 rue Kimpanzou Mougali Mucodec

Date limite le 7 novembre 2016.



Nkaba Crépin Blaise, Nkaba Rémy Michel, Nkaba Siméon Tiburce, Nkaba Gustave Viclaire, Nkaba Armand Rock, Nkaba Julia Francine, Nkaba Prisca Stella et Nkaba Chancelvie ont le regret d'annoncer aux amis et connaissances le décès de leur mère Madame Nkaba née Ngampio Gèneviève. La veillée mortuaire a lieu au domicile familial, sis 152 bis rue Bacongo à Ouenzé (École Lheyet Gaboka). La date d'enterrement sera communiquée ultérieurement.

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



www.lesdepechesdebrazzaville.fr

L'AFRIQUE EN BREF

■ **LIBYE.** Les forces du Gouvernement libyen d'union nationale (GNA) ont affirmé lundi avoir tué dimanche 80 jihadistes au cours de leur offensive pour reprendre Syrte, bastion du groupe Etat islamique (EI). Lancée le 12 mai, l'opération de reconquête de Syrte progresse par à-coups. Les forces pro-GNA ont reconquis la majeure partie de la ville mais les combats ont fait plus de 450 morts et quelque 2.500 blessés au sein de ces forces. Le bilan des morts dans les rangs des combattants de l'EI reste inconnu.

-Les gardes-côtes italiens ont annoncé lundi avoir coordonné dans la journée le secours de plus de 5.600 migrants au large de la Libye, l'un des chiffres les plus élevés depuis le début de l'année. Les sauveteurs ont retrouvé un cadavre sur l'une des 39 embarcations secourues, essentiellement des canots pneumatiques mais aussi cinq bateaux de pêche avec plusieurs centaines de personnes à bord ou encore deux radeaux.

■ **JOHANNESBURG.** La Convention internationale sur le commerce d'espèces sauvages menacées (Cites) a interdit lundi à la Namibie et au Zimbabwe de vendre leur stock d'ivoire à l'étranger au nom de la protection des éléphants. Le nombre de pachydermes africains victimes des trafics s'est dramatiquement accru pour atteindre 110.000 spécimens massacrés au cours de la dernière décennie, selon l'Union internationale pour la protection de la nature (UICN).

Cap vert. Le président cap-verdien Jorge Carlos Fonseca, 66 ans, réélu dimanche avec plus de 70% des voix, s'est félicité d'avoir remporté « une victoire historique » en gagnant dans la totalité des circonscriptions. Le scrutin marqué par une très forte abstention, de plus de 64%. Jorge Carlos Fonseca devance très largement ses deux rivaux indépendants, Albertino Graça, 57 ans, et Joaquim Monteiro, 76 ans, crédités respectivement de 22,6% et 3,4% des voix.

■ **RABAT.** Dix femmes, qui avaient fait allégeance à l'organisation Etat islamique (EI) et voulaient commettre des attentats suicides dans plusieurs villes du Maroc, ont été arrêtées lundi par la police, une première dans le pays, a-t-on appris de source officielle. Cette cellule féminine était par ailleurs chargée du recrutement et de l'entraînement de femmes pour l'EI. Elle était active dans plusieurs localités du pays, toujours selon le ministère de l'Intérieur.

D'après AFP

MUSIQUE

La 16^e session ordinaire du comité de direction du Fespam s'ouvre aujourd'hui à Brazzaville

Prélude à la onzième édition du Festival panafricain de musique (Fespam) de juillet 2017, il se tiendra au Palais du Parlement de Brazzaville, du 05 au 06 octobre 2016, la seizième session ordinaire du Comité de direction de cette institution.



D'après le communiqué de presse du Fespam, la présente session qui consacrera le retour de l'Union Africaine (UA) dans la préparation et l'organisation de ce rendez-vous musical et culturel, sera marquée par la participation d'une délégation de haut niveau de l'UA, conduite par le commissaire aux Affaires sociales, le Dr Mustapha Sidiki Kaloko. Elle connaîtra également la participation des représentants des organismes internationaux comme l'organisation internationale de la francophonie (OIF), les Afrique-Caraïbes et Pacifiques (ACP) et le Cerdotola en qualité d'observateurs.

Au cours de ses travaux, le Comité de direction du Fespam planchera sur le rapport général et le rapport financier de la dixième édition qui s'est déroulée du 18 au 22 juillet 2015 à Brazzaville. Ensuite, les participants s'atteleront à jeter les bases de la prochaine édition en adoptant son thème et en fixant la date de son déroulement. Ils examineront également le projet de dossier de communication de la onzième édition, comportant le dossier sponsoring, le site web et le projet

de l'application Fespam. Enfin, ils examineront le programme d'activités du Commissariat général pour les années 2016 et 2017 ainsi que le budget de fonctionnement, le projet de budget de la 11^e édition, le projet de code artistique et le projet de code scientifique. Il convient de rappeler que le Fespam est un programme que l'Union Africaine a confié à la République du Congo pour accompagner l'intégration africaine par le brassage des peuples et de leurs cultures à travers la musique. Tous les deux ans, à l'occasion de ses éditions, le Fespam regroupe à Brazzaville les professionnels de musique, de science, des arts de l'Afrique et de sa Diaspora autour d'un thème. Le comité de direction est son organe suprême. Il est composé de 13 membres parmi lesquels l'Union Africaine, l'Unesco, le Conseil international de la musique (CIM), le Centre international des civilisations Bantu (Ciciba), le Conseil international des musées africains (CIMA) et l'École du patrimoine africain (EPA).

Bruno Okokana

IN MEMORIAM

Professeur Narcisse ÉLÉ

08 Juillet 1953 - 05 Octobre 2015



« Prof », le vide créé par ta disparition ne sera jamais comblé au sein de ta famille et de ceux qui t'ont aimé qui restent inconsolables et supplient le Seigneur Dieu Tout Puissant pour que brille à jamais sur toi Sa Lumière sans déclin !

« Le Seigneur a donné,
« Le Seigneur a repris,
« Que le nom du Seigneur soit béni ! » Job 1, 21
Ta famille inconsolable



Organisent la

3^{ème} édition de l'IT Forum Congo

Événement placé sous le parrainage de

SE. M. Clément MOUAMBA, Premier Ministre

Thème :

- Arrimer le Congo à l'économie numérique

- Enjeux et perspectives

Le jeudi 6 octobre 2016

au Radisson Blu M'Bamou Palace
Hôtel de Brazzaville

Nos Sponsors :



PARTENAIRE PRESSE

GEOPOLITIQUE
AFRICAINA

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

Pour plus d'informations :

<http://www.ciomag-event.com/congo2016/>
ou Contacter: +242 06 97 52 551

JUSTICE

Moïse Moni Della refuse de comparaître

Le président du parti Conservateur de la nature et démocrates, un parti de l'opposition membre de l'Alternance pour la République et du Rassemblement, arrêté lors des manifestations des 19 et 20 septembre, dit assumer son sort scellé à l'avance.



Moïse Moni Della/Photo Adiac

À l'ouverture du procès en flagrance ouvert à sa charge le 28 septembre 2016 par devant le tribunal de grande instance de la Gombe, l'opposant congolais, membre du Rassemblement et proche de Moïse Katumbi Chapwe, Moïse Moni Della, a appris que le ministère public lui reproche d'être l'auteur intellectuel des pillages perpétrés les 19 septembre à Kinshasa, lors de la marche du Rassemblement de l'opposition ainsi que les manifestations qui s'en sont suivies, le 20. Pour se convaincre de ce qu'il qualifie d'acharnement politique contre sa personne, il a avoué à ses partisans et proches qu'il sait son sort déjà scellé.

Selon un des avocats de l'opposant interrogé par Top Congo FM, Moïse Moni Della soupçonne le pouvoir de s'acharner contre tout ce qui est estampillé Katumbi, candidat déclaré à la prochaine

élection présidentielle. « Il est convaincu que le tribunal ne lui accordera jamais un procès équitable », a souligné ce juriste. Pour ce dernier, en effet, leur client est poursuivi pour des faits qu'il n'a pas commis, étant donné qu'il avait été enlevé le 19 septembre, avant même le début de la marche qui avait dégénéré.

Bien que la défense continue à jouer son rôle dans cette affaire, Moni Della projette d'ordonner à cette équipe de défense de ne pas le représenter à ce procès en son absence. Mais déjà les avocats ont émis des inquiétudes sur l'ordonnance sur laquelle le ministère public a fondé la flagrance, évoquant la caducité de cette loi prise en 1978 dans un contexte de dictature. À leur demande, le tri-

bunal a suspendu l'audience en attendant le verdict de la Cour constitutionnelle saisie en interprétation.

Moïse Moni Della, note-t-on, a été arrêté le 19 septembre, alors qu'il participait à la marche organisée par l'opposition congolaise. La justice le prend comme auteur intellectuel des pillages occasionnés par cette activité. Citant les précédents pour ce genre de dossier devant les juridictions lusoises, notamment « la condamnation de Moïse Katumbi dans un faux dossier de spoliation, ses ennuis avec la justice pour un autre montage lié à l'affaire des mercenaires présumés... et la condamnation de Huit Mulongo, l'ancien directeur de cabinet de l'ancien gouverneur du Katanga », Moïse Moni Della pense que cette action initiée contre lui n'a d'autres visés que de le mettre politiquement hors d'état de nuire. Selon ses proches, les questions qui lui ont été posées au début de son incarcération, notamment sur ses activités politiques dont les lettres ouvertes adressées au chef de l'État, confirme le caractère politique de ses ennuis.

Lucien Dianzenza

AGRICULTURE

Les réponses de Kinshasa à la dépendance alimentaire

La ville-province entend renouer avec une tradition d'exportation des produits agricoles vers l'étranger. En effet, dans les années 1970, la RDC réalisait d'importantes exportations vers l'Union européenne avant de devenir finalement l'un des grands pays importateurs de produits alimentaires en Afrique. L'on estime à plus de deux milliards de dollars américains US d'importation par année. Actuellement, les produits importés représentent un obstacle majeur à la reprise de la production locale. Et pour y faire face, le gouvernement provincial de Kinshasa explore des futurs chantiers agricoles à lancer dans le cadre d'un Plan national d'investissement agricole étalé jusqu'en 2020.

L'objectif du programme est d'arriver à stimuler une croissance annuelle robuste grâce à l'agriculture, un secteur capable de générer durablement des emplois et des revenus. Ce choix est l'une des principales recommandations du dernier forum sur la sécurisation des sites agricoles de la ville de Kinshasa. Au cours de l'une de nos dernières livraisons, nous faisons une allusion au problème de risque très sérieux de disparition des sites agricoles sur l'étendue du territoire provincial, y compris dans sa périphérie mieux adaptée aux activités agricoles.

Aussi les participants au forum ont-ils réaffirmé la sécurisation des sites agricoles comme le préalable à la relance des activités agricoles. Selon eux, il est impossible de parler d'agriculture sans la terre. Mais au-delà de la sécurisation des sites agricoles, d'autres enjeux se dessinent déjà. Il y a, par exemple, la nécessité de moderniser le secteur. Une telle démarche n'est possible qu'avec des objectifs clairs dont l'amélioration des conditions d'existence de la population, la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et enfin le combat contre la pauvreté. À ce stade, il est intéressant de parler du programme de crédit-bail qui bénéficie du concours des partenaires technologiques et financiers.

À travers cette politique, la ville de Kinshasa entend faciliter la livraison des machines et autres équipements agricoles aux agriculteurs. Cela permettra concrètement de mettre sur pied des mécanismes de location-vente et d'implanter des plates-formes multiservices pour abriter le parc de machines et engins lourds et légers. Grâce à ces acquisitions, il sera possible d'intensifier les travaux de culture ainsi que les unités de conservation, de traitement, de transformation et de conditionnement des produits agricoles. De telles initiatives concrétiseront la détermination du gouvernement provincial de valoriser l'agriculture tout en veillant au strict respect de l'environnement.

Laurent Essolomwa

PROCESSUS ÉLECTORAL EN RDC :

Tirs croisés entre Paris et Kinshasa

La crise s'installe peu à peu entre les autorités françaises et congolaises à coup des déclarations et réactions musclées.



Lambert Mende Omalanga

Les déclarations des 48 dernières heures donnent la preuve d'une crise ouverte entre Kinshasa et Paris et dont les acteurs ne sont autres que les membres des gouvernements de ces deux pays. Le langage diplomatique cède place à des discours musclés qui ne cachent pas les intentions des uns et des autres.

Résolument engagée dans la voix du changement, la France a réitéré, par l'entremise de son ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, son engagement pour une alternative au sommet de l'État en RDC selon les conditions prévues par la Constitution. À l'exemple du gouvernement américain, il n'a pas exclu des sanctions contre des responsables congolais. « S'il faut en passer par les sanctions, on passera par les sanctions », a-t-il dit avant d'en appeler à la raison et d'inviter le président Joseph Kabila à ne pas se représenter à la prochaine présidentielle.

Réponse du berger à la bergère, le porte-parole du gou-



Jean-Marc Ayrault

vernement congolais a jugé de sollicitude suspecte l'intervention du diplomate français sur TV5. Lambert Mende Omalanga précise à, cet effet, que la RDC n'a pas besoin « d'invectives inutiles » mais plutôt de consensus. « Après avoir allumé le brasier en encourageant les extrémistes, la France évacuera ses compatriotes et laissera les Congolais se débrouiller », a déclaré à l'AFP le porte-parole du gouvernement congolais.

Quelques jours avant, le président français François Hollande avait dénoncé du haut de la tribune des Nations unies, s'agissant des événements du 19 et 20 septembre, « des violences... inadmissibles... insupportables provoquées par des exactions venant de l'État congolais lui-même ». Y réagissant, le gouvernement de la RDC s'est dit choqué par ces propos. « La RDC n'est pas un département d'outre-mer » avait tenu à préciser le porte-parole du gouvernement congolais.

Jeannot Kayuba

La France appelle au respect de la Constitution

Le chef de la diplomatie française, Jean-Marc Ayrault, n'exclut pas la possibilité de sanctions contre des responsables de la République démocratique du Congo qui enfreignent le processus électoral.

La France est sur le point d'emboîter le pas aux États-Unis d'Amérique qui venaient récemment de prendre des sanctions à l'endroit de deux hauts officiers des Fardc accusés, pour l'un, d'avoir interféré dans le vote des gouverneurs de nouvelles provinces en usant d'intimidation et, pour l'autre, d'avoir joué un rôle majeur dans les tristes événements des 19 et 20 septembre dernier.

Intervenant dernièrement sur TV5 Monde sur l'actualité politique en RDC, le ministre français des Affaires étrangères n'a pas eu sa langue dans la poche. Très volubile, il a martelé sur le respect de la Constitution qui fixe à deux ans le mandat du président de la République. « Il faut absolument que la Constitution soit respectée, qu'une date soit fixée pour les élections, que le dialogue national ait vraiment lieu », a martelé le ministre français qui, dans le même temps, n'exclut pas la possibilité de sanctionner les acteurs politiques congolais qui obstruent le processus électoral. « S'il faut en passer par les sanctions, on passera par les sanctions », a-t-il déclaré appuyant indirectement les sanctions financières prises par les États-Unis à l'encontre des hauts responsables militaires précités. « Mais j'en appelle à la raison. Ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui doivent prendre leurs responsabilités », a-t-il ajouté.

Répondant à ceux qui seront tentés d'assimiler ses propos à de l'ingérence, il a d'emblée rejeté une telle perception qui ne cadre pas avec sa façon d'appréhender la problématique politique congolaise. « Il s'agit seulement du respect du droit et des principes », a embayé le ministre répondant sournoisement au gouvernement de la RDC qui avait signifié récemment à la France que « la RDC n'est pas un département d'outre-mer français ».

Alain Diasso

SONDAGES LES POINTS

Kikwa, Muyej et Bongongo en tête !

Alors que les politiques congolais s'affèrent à conclure un accord visant à permettre la poursuite du processus électoral et la consolidation de la démocratie, l'Institut de sondages Les points ne s'est pas détaché de sa mission. Dans cette optique, il a organisé, fin septembre, une étude en vue de dénicher ceux que l'opinion considère comme mandataires, ministres, gouverneurs, hommes et évènements marquants au cours de cette période. C'est donc ces résultats qui ont marqué sa livraison du 4 octobre 2016.

Cette étude Les Points menée fin septembre a, en effet, révélé que, malgré quelques performances, la situation dans les entreprises publiques demeure critique au point de susciter des questionnements de l'opinion sur le bien-fondé de la réforme du portefeuille de l'Etat déclenchée au début du XXI^e siècle. Mais cette situation n'a, cependant, pas empêché quelques unes des entreprises congolaises de se distinguer.

Les sondés ont notamment pointé du doigt en direction de l'Office de fret multimodal (Ogefrem), dont la courbe n'a cessé d'être ascendante depuis la nomination d'Anatole Kikwa à sa tête. En plus, de l'instauration d'un climat social apaisé au sein de l'Ogefrem qu'ils ont mis

à l'actif de l'actuel directeur général de cette entreprise, qu'ils ont crédité de 86%, les sondés ont également relevé plusieurs réalisations s'inscrivant à son actif. Il s'agit notamment de la Construction du bâtiment administratif moderne de Bukavu et de la résidence du directeur régional Sud-Kivu et Maniema. Les sondés ont également rappelé l'érection du bâtiment de l'agence de Lufu dans le Kongo central et de la résidence du chef d'agence ; l'acquisition de deux autogrues pour le désengorgement des ports de Matadi et Boma ; l'acquisition de près de 20 véhicules d'exploitation pour les agents des entités décentralisées ainsi que l'achat d'action dans le capital de Congo Airways. L'étude a aussi noté que la bonne forme d'Anatole Kikwa dans le sondage est également consécutive à la présidence de l'Union du conseil des chargeurs africains (Ucca) assumée avec brio pendant plus de 3 ans à la grande satisfaction de ses homologues africains. « Les sondés notent que cela a auréolé l'image de marque de la RDC sur le continent », a souligné cette étude.

Avec 68% d'opinions favorables, Didier Musete crée la surprise, à moins de deux ans de sa nomination à la tête de l'ex-OCPT. Les sondés lui ont reconnu d'avoir sorti des cendres une entreprise classée dans les oubliettes en réhabilitant tous les services de la poste

en RDC et en redonnant à la poste sa vraie valeur au sein de la société congolaise. « Les sondés notent qu'il est désormais possible d'effectuer toutes sortes de transfert via la poste en étant rassuré d'un service rapide et impeccable. La nouvelle se répand sur l'ensemble de la ville de Kinshasa et les Kinois apprennent à faire confiance à leur poste », a appuyé cette étude. Agnes Mwad Nawej est troisième de la liste, avec 63% d'opinions favorables. Les personnes questionnées se sont dites marquées par les actions à impact visibles et durables menées par le directeur général de l'INSS. Ayant modernisé son secteur en le dotant des bâtiments et équipements, ont-elles souligné, elle est parvenue à garantir la paix sociale au sein de son entreprise en assurant régulièrement les salaires des travailleurs et leurs droits aux pensionnaires. La liste des mandataires ayant obtenu plus des 60% se clôture par Nicole Dimbambu Kitoko, patronne de la RTNC. Elle jouit ainsi des efforts fournis pour rendre compétitive son entreprise sur le plan commercial ainsi que dans la qualité du programme.

Les provinces tournent au ralenti. Des 26 provinces du pays, cinq seulement répondent aux attentes des administrés. La province de Lualaba gérée par un ancien patron de la territoriale, qui a le cœur à l'ouvrage pour faire rayonner son entité, vient en première position. Son gouverneur, Richard Muyej est

crédité de 78% d'opinions favorables, dans une province acquise au chef de l'Etat. « Loyal et Fidèle à l'autorité morale de la Majorité présidentielle, Muyej Mangez Manse a réussi à réaliser plusieurs actions en un temps record notamment la reprise du trafic sur la voie ferrée Kolwezi-Dilolo ; la réhabilitation de la voirie ; la paix qui règne dans la province à la suite de la sensibilisation de la population sur les enjeux de la reconstruction ainsi que les méfaits des journées ville-morte », note cette étude de l'Institut Les Points.

La deuxième marche du podium est occupée par le Kasai Central avec le gouverneur Alex Kande Mupompa, crédité de 64%, dont la réalisation du projet des panneaux solaires, la mise en circulation des bus Transko, les travaux anti-érosifs et l'assainissement des ouvrages de drainage à Kananga par l'OND sont cotés positivement par la population. La troisième province est le Haut-Uélé, où le gouverneur Jean-Pierre Lola Kisanga a reçu 62%



Des personnalités retenues dans le sondage

d'opinions favorables. Il est suivi de Kazembe, du Haut Katanga, 61%, et Tony Bolamba de l'Équateur clôture la liste, avec 60%.

Une forte chute d'appréciation des membres du gouvernement

La période allant d'août à septembre 2016, note l'Institut Les Points, connaît une forte chute d'appréciation des activités des membres de l'exécutif. Mais, averti la structure, malgré une léthargie qui a caractérisé les activités du gouvernement à la veille d'un remaniement plutôt envisagé par les parties au dialogue, certaines réalisations majeures ont retenu l'attention de l'opinion, conférant du coup une position privilégiée aux acteurs.

À en croire cette étude, globalement le ministre du Budget, Michel Bongongo, continue sa route et bénéficie de 86% d'opinions favorables. « Sa guerre contre les réseaux mafieux dans l'administration publique, précisément dans les secteurs de la santé publique, l'enseignement primaire et secondaire ainsi que l'enseignement universitaire, a eu comme effet direct la récupération des reliquats de la paie des fonctionnaires de l'Etat estimés à plus de 50.000.000 USD ayant permis au gouvernement de projeter fin octobre le paiement de 3.655 fonctionnaires "NP" dans les trois secteurs », a noté cette étude.

Les sondés ont également mis à son actif le climat apaisé dans l'administration publique où aucun mouvement de grève n'a été enregistré depuis son accord avec les mouvements syndicalistes.

Raymond Tshibanda, des Affaires étrangères, maintient sa bonne forme grâce aux visites de travail effectuées en Inde et en Corée du Sud. Il est crédité de 71% d'opinions favorables. Les sondés, note l'étude Les Points, apprécient les efforts du patron de la diplomatie congolaise pour le renforcement de la coopération entre Kinshasa et New Delhi notamment pour la réactivation du projet barrage de Katende. Sa cote est également soutenue par l'étape de Seoul, où la question fondamentale de la promotion et la protection réciproque

des investissements au Congo ont été évoquées. « Cependant, le passage de Raymond Tshibanda à la tribune de la 71^e session ordinaire de l'assemblée générale des Nations unies au nom du chef de l'Etat et sa rencontre avec le secrétaire général des Nations unies portant notamment sur le dialogue, la situation politique et électorale en RDC ont plus que jamais convaincu l'opinion sur la capacité du ministre congolais à redonner au pays sa place sur l'échiquier mondial », a précisé cette étude.

Il est suivi par le ministre de la Santé publique, Félix Kabange, 69% ; du ministre des Infrastructures, Fridolin Kasweshi, du haut de ses 67%, et du vice-Premier ministre chargé du travail social, le Pr Willy Makiashi, qui n'a pas non plus cessé de rechercher des solutions pour l'amélioration des conditions sociales des Congolais. Les sondés notent dans ses activités entre août et septembre la signature d'un partenariat historique avec le groupe espagnol Madrigal, le coup de pouce aux activités de l'imprimerie « Instantprint ». Willy Makiashi jouit également d'une grande visibilité de sa base politique qui lui reconnaît une loyauté, fidélité et discipline vis-à-vis du patriarche Antoine Gizenga.

Par ailleurs, globalement, 85% de personnes ayant visité la Foire agricole internationale de Kinshasa ont apprécié à sa juste valeur l'initiative des autorités de la ville de Kinshasa qui leur a offert l'opportunité de découvrir la richesse du secteur agricole congolais. « Ils estiment qu'une pareille activité doit être répétée chaque année afin de promouvoir le secteur agricole du pays », a souligné cette étude qui a noté que de ce groupe, 79% ont reconnu avoir été agréablement surpris de l'organisation sur le plan de la variété des produits agricoles kinois et nationaux, de la sécurité, de l'accueil, de l'hygiène, de l'opportunité et d'autres aspects, à côté de 21% des visiteurs qui ont estimé que l'initiative avait été précocement lancée et, par conséquent, elle n'a pu mobiliser un nombre important des opérateurs du secteur agricole ainsi qu'une bonne partie de la population kinoise.

Lucien Dianzenza

OPPOSITION

Le Rassemblement en conclave

L'idée de ce conclave, c'est bien d'élaborer la feuille de route en prévision d'un nouveau dialogue voulu inclusif.

Des cadres et militants des partis membres des forces politiques et sociales se sont retrouvés, le 4 octobre, au siège de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) situé sur la dixième rue Limete à l'occasion du lancement du conclave de cette plate-forme de l'opposition. Il y avait du beau monde dans cette partie de la ville qui a connu un engouement sans précédent justifié notamment par la présence sur les lieux des têtes couronnées de l'opposition dite radicale. Les compères d'Étienne Tshisekedi étaient presque tous là pour donner plus d'éclat à la manifestation. La tendance générale était à la constance vis-à-vis des revendications du Rassemblement qui n'a pas beaucoup évolué dans sa vision.

Le discours s'est même radicalisé à l'extrême avec l'idée de plus en plus partagée d'un nouveau dialogue plus inclusif made in Rassemblement qui entend aller jusqu'au bout de sa récusation d'Edem Kodjo en qualité de médiateur considéré comme proche de la coalition au pouvoir. La plate-forme ne jure plus que par la nomination d'un nouveau facilitateur. Le conclave entend donc lever de manière consensuelle cette option et se choisir le remplaçant de Kodjo. C'est dire que l'idée directrice du conclave est d'aboutir à une nouvelle proposition qui sera consignée dans le document final qui sanctionnera les travaux.

Pour participer au nouveau dialogue que le Rassemblement entend proposer comme une recette pour débloquent l'impasse politique actuelle, il va sans dire que des critères d'éligibilité seront édictés avec un canevas clair sur les matières à traiter et le nombre des participants. Tout cela fait l'objet de la réflexion qu'entendent mener les conclavistes qui restent, par ailleurs, figés sur l'idée du respect des délais constitutionnels avec, en arrière-fond, leurs sempiternelles exigences en rapport avec la libération des prisonniers politiques, la dissolution qui aurait échoué à organiser l'élection présidentielle en temps et en heure. Le Rassemblement veut obtenir gain de cause dans ses préalables estimant que cela décrierait davantage le climat politique.

Ayant suspendu leur participation au dialogue politique de la cité de l'OUA, les délégués de la Conférence épiscopale nationale du Congo ont été aperçus au conclave de Limete. C'est l'abbé Nshole qui a lu le message des catholiques au conclave. D'après lui, « les préalables ne devraient pas constituer des points de blocage irréversibles entre les parties prenantes au dialogue ». Les catholiques, at-il déclaré, ne souhaitent plus que le sang coule en RDC. Ils demandent aux politiciens de faire preuve d'un esprit de concession mutuelle. L'Église catholique attend des résolutions pacifiques du conclave, a conclu son émissaire.

Alain Diasso

RENTRÉE DES PROGRAMMES



LE COMPTE À REBOURS EST LANCÉ

SUR **VOXAFRICA**

#TheVoiceAfrique
www.voxafrica.com/thevoice

www.facebook.com/VoxAfrica.TheVoice
www.instagram.com/TheVoiceAfrique
www.twitter.com/TheVoiceAfrique
www.viber.com/TheVoiceAfrique



FOOTBALL

Un tournoi interquartier a vécu dans la ville océane

Organisé par Total E&P Congo sur le thème « Sur la route de Moho Nord », ce tournoi a regroupé du 1er au 2 octobre au stade N'Voula Léa près de 16 équipes cadettes et juniors issues des 11 quartiers de la ville océane.

Parrainé par Florel Leka France Moussiessse, champion de boxe aux Jeux africains 2015 et quart-finaliste des Jeux olympiques de Rio 2015, le tournoi s'inscrit dans le cadre du développement du projet Moho Nord. Pierre Jessua, Yves Duteil, Jean Louis Banhoud, respectivement directeur général de Total E&P Congo, chef du projet Moho Nord et directeur du cabinet du préfet de Pointe-Noire accompagnés de plusieurs sportifs et des invités ont pris part à la cérémonie de clôture. Après la première journée consacrée aux matchs de poule et la deuxième journée à la demi-finale, aux matchs de classement et à la finale, ce tournoi a donné les résultats suivants : en version cadet, meilleur gardien, Maleké Durel de l'équipe Étoile du ciel; meilleur buteur, Mbongo Claude de l'équipe Onze morts; meilleur joueur, Nzihou Dibala de l'Olympic Makayabou; troisième équipe, Olympic Makayabou; deuxième équipe, Bosco lumière; équipe championne, Étoile du ciel du quartier Siafoumou, cinquième arrondissement.

En version junior, meilleur gardien Moulongo-Amour de la formation Club des jeunes; meilleur buteur, Mahoungou Milan du



L'équipe championne du tournoi

Club des jeunes; meilleur joueur, Okika Grace de l'équipe les Dauphins; troisième équipe, AS Vaudou; deuxième équipe, Les Dauphins; équipe championne, Club des jeunes du quartier Tié-Tié, troisième arrondissement. Remerciant, quant à lui, l'ensemble des sportifs et leurs encadreurs pour leur participation à ce tournoi, Pierre Jessua a signifié que des jeunes joueurs talentueux et pleins d'ambition ont, pendant deux jours, permis aux participants de se détendre et de passer des moments agréables. Le sport

est reconnu comme étant un élément moteur d'épanouissement et de sociabilité. La présence des supporters, venus des différents quartiers, illustre bien ce sentiment de fraternité et cette volonté de communier autour du sport. « Cette initiative n'est pas la première du genre, car Total E&P Congo apporte, depuis 2010, son appui financier à l'organisation des jeux nationaux de l'Office national des sports scolaires et universitaires, mobilisant chaque année près de 5000 jeunes de Pointe-Noire et

du Kouilou », a-t-il indiqué.

En plus de la remise des coupes aux trois premières équipes de chaque catégorie et aux deux meilleurs buteurs, la fin de cette rencontre était marquée par la remise des bottines et des chausures à toutes les équipes participantes et un maillot de foot « Sur la route de Moho Nord » à chaque jeune demi-finaliste. Au-delà de l'aspect ludique, ce tournoi est un évènement fédérateur, vecteur de motivation pour les jeunes dans la pratique du sport qu'ils affectionnent. C'est aussi

le moyen de promouvoir le sport comme une activité culturelle qui contribue à l'épanouissement, véhicule des valeurs de solidarité, de loyauté et permet de nouer des amitiés. Notons que dans les pays où il a des activités, Total agit en faveur de la population. En tant qu'opérateur responsable, Total E&P Congo a mis en place une politique sociale basée sur trois axes d'intervention, notamment le développement socio-économique des communautés, le développement humain et la santé.

Faustin Akono

LUTTE CONTRE LE DIABÈTE

Le club sportif La Colombe recommande la pratique d'une activité sportive

Le club sportif La Colombe se mobilisera sur le terrain pour mener des actions de prévention et de sensibilisation sur le diabète le mois prochain dans la ville de Pointe-Noire, notamment pendant la journée mondiale du diabète. Cette information a été donnée récemment par Nadège Bissila Boubag, présidente dudit club.

En République du Congo, les diabétiques se réjouissent de l'appel à la mobilisation contre le diabète lancé par l'OMS. Car cet appel marque une reconnaissance du diabète comme un problème de santé publique majeur. Pour que cette journée ne soit pas sans suite, de nombreuses associations se mobilisent pour traduire

cet appel par des actes concrets. C'est dans ce sens que le club sportif La Colombe organisera les 12 et 20 novembre une journée de prévention et de sensibilisation sur le diabète en faveur des enfants dans les écoles publiques et privées et une marche sportive sur une distance de trois à dix kilomètres pour les adultes, une

course de dix mètres pour les enfants âgés de 12 à 15, etc.

L'activité ayant pour thème « Tous en mouvement contre le mauvais cholestérol » aura pour objectif de sensibiliser le plus grand nombre de personnes dans la prévention et la lutte contre le diabète. Pour des experts en la matière, le sport ou la simple activité physique

permet de prévenir l'apparition de la maladie et joue un rôle essentiel dans son traitement. Donc, bouger et faire de l'exercice physique contribueraient à l'équilibre glycémique. C'est également dans cette optique que le club sportif La Colombe encourage et recommande la pratique d'une activité sportive. « La pratique d'une activité sportive est l'un des moyens les plus efficaces pour lutter contre le diabète. Pendant la dernière activité tenue en 2014, nous avons sensibilisé près de 400 personnes et, pour cette année, nous voulons toucher un public beaucoup plus large », a dit Nadège Bissila Boubag, présidente du club sportif La Colombe. Rappelons qu'en 2014, le club avait recours à un spécialiste en la matière en la personne du Dr Elenga Bongo, diabétologue et chef de service endocrinologie à l'hôpital général Adolphe-Sicé de Pointe-Noire. Celui-ci avait révélé que le plus jeune cas diagnostiqué était un enfant âgé de 18 mois atteint d'un diabète de type 1. La même source avait évoqué le décès de 15 personnes dans cet hôpital et cette maladie a provoqué l'hospitalisation de près de 411 cas.

Hugues Prosper Mabonzo



les enfants pendant l'édition de 2014 crédit photo «ADIAC»

ELIMINATOIRES COUPE DU MONDE RUSSIE 2018

Les 25 Diabes rouges pour le match contre l'Égypte

Pierre Lechantre a publié la liste des 25 Diabes rouges retenus pour le stage du 3 au 8 octobre en vue de préparer le match du 9 octobre au stade de l'Unité contre les Pharaons d'Égypte, comptant pour la première journée des éliminatoires de la Coupe du monde Russie 2018.

Le premier regroupement a eu lieu le mardi avec les joueurs de la diaspora. La seule nouveauté par rapport à la pré-liste de Pierre Lechantre est le retour de Gildas Mouyabi. L'ancien portier de l'AC Léopards de Dolisie a été la doublure de Barel Mouko, lors des éliminatoires de la Coupe du monde Brésil 2014. Il n'avait plus été convoqué en équipe première, après la 3e édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan). L'actuel gardien de la Mancha de Pointe-Noire a été rappelé pour sans nul doute apporter son expérience.

Après Mouyabi, le sélectionneur des Diabes rouges a mis les ciseaux sur sa première liste de 37 joueurs en sanctionnant une dizaine de joueurs, dont Dalvidi Ondzani (Étoile du Congo); Francis Okombi (JST) en défense; Giovanni Elvia

Ipamy (Étoile du Congo); Matheus Botamba (Tongo Fc) Botsou Mihindou (Jeunes fauves); Duvald Ngoma (ASP) au milieu du terrain puis Guy Mbenza; Benni Boliko (JSP) et Jacques Themopelé (CESD) en attaque. Chez les pro, touché au mollet, Arnold Bouka Moutou manquera la première sortie des Diabes rouges dans les éliminatoires de la Coupe du monde et puis pour le manque de temps de jeu, Chris Malonga n'a pas été sélectionné.

La liste des sélectionnés

Gardiens : Pavelh Ndzila (Étoile du Congo); Wolfri-gon Mongondza (Diabes -Noirs); Gildas Mouyabi (La Mancha de Pointe-Noire). Défenseurs : Boris Moubhio (AC Léopards de Dolisie); Carof Bakoua (AC Léopards de Dolisie); Junior Epako (AC Léopards de



Les Diabes rouges (Adiac) (ASK); Delarge Dzon (Osmanlisport/ Turquie); Doré Ferebory (SCO Angers/ France); Thievy Bifouma (Bastia/France); Prince Vini Ibara (Club Bizertin -Tunisie); Sylvère Ganvoula Mboussy (Waterloo -Belgique).

James Golden Eloué

Dolisie); Gloire Yila Dibata (Léopards de Dolisie); Imouélé Ngampio (JST); Beranger Itoua (Cara), Théo Saboukoulou (Patronage Sainte-Anne); Guy Ndanga (JSP); Baudry Marvin (Zulte Waregem/ Belgique). Milieux de terrain : Dua Stanislas Ankira (AC Léo-

pards de Dolisie); Kessel Tsiba Moukassa (Diabes noirs); Wilfrid Nkaya (JST); Cédrick Olongo (BNG), Alexandre Obambo (AS Cheminots); Jordan Massengo (Union Saint Gilloise/ Belgique); Fabrice Nguessi Ondama (Wac). Attaquants : Ismael Ankobo

CNSS

Inauguration de l'agence de Talangai

Dans le cadre de sa politique de proximité, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a inauguré, le 4 octobre son agence de Talangai, dans le 6e arrondissement de Brazzaville, sous le patronage du ministre du Travail et de la sécurité sociale, Emile Ouosso.

Erigée sur un terrain de 1.030 m², pour une superficie totale bâtie de 340 m², cette agence comprend : le bâtiment principal, le local groupe électrogène, la guérite, les voiries et réseaux divers, et les routes d'accès. Le bâtiment principal est composé, entre autres, d'un hall d'attente, de douze guichets, 15 bureaux collaborateurs, une salle d'attente, 4 blocs sanitaires, et un parking ayant une capacité de 15 véhicules. Deux routes d'accès ont été aménagées à savoir : la rue Mon pays et la rue Saint Paul. Les ouvrages ont été réalisés pendant 15 mois, sur fonds propres de la CNSS, pour un coût global de 998.773.420 Fcfa.

Cette nouvelle agence soulagera les assurés sociaux qui, autrefois, parcouraient de longues distances pour le



Coupe du ruban symbolique par le ministre du Travail (DR)

dépôt de leurs dossiers, soit pour le paiement de leur pension. « La construction de cette agence est un grand soulagement pour les 2000 retraités de Talangai et de Djiri payés en espèces, et de 300 employeurs qui n'auront plus à effectuer les déplacements pour se rendre au siège de la direction générale de la Caisse situé au centre-ville », a affirmé le directeur général de la CNSS, Evariste Ondongo. Et d'ajouter : « C'est pour moi un événement d'une importance capitale d'autant plus qu'il

obéit à la politique du département, celle de se rapprocher de plus en plus de nos usagers en améliorant la qualité du service rendu et en offrant des meilleures conditions de travail au personnel de la caisse ». L'ensemble du personnel de la caisse a, en effet, été interpellé sur les notions d'assiduité, de ponctualité, de discipline et surtout du travail bien fait.

Notons que l'inauguration de la CNSS de Talangai intervient après celle de Kinkala, Djambala et de Bacongo.

Josiane Mambou Loukoula

LITTÉRATURE

Jeunesse congolaise : de l'ombre à la lumière, « le cri d'un jeune engagé » d'Antoine Bienaimé Obam'Odon

Trois ans après la publication de son premier essai intitulé : « Le Jardin de Denis à parachever », « Mon projet hardi », Antoine Bienaimé Obam'Odon vient de publier un deuxième, toujours dans le cadre de sa réflexion sociopolitique au Congo.

Ayant observé, au fil du temps, la jeunesse congolaise, Antoine Bienaimé Obam'Odon se positionne comme celui qui, à travers ses écrits, relaie une interpellation sociétale et donne une orientation à une jeunesse dans l'essai Jeunesse congolaise : de l'ombre à la lumière, « le cri d'un jeune engagé » paru en juin dernier aux Editions ADCLF. Sur le fond de cette interpellation et de cette orientation, un auteur, devenu jeune patriote engagé, qui s'investit et commence à prendre

en charge son destin et celui de ses compatriotes. Sans aucun détour, il exhorte à son tour la jeunesse à chercher, à connaître ses potentialités avec, pour finalité, de parvenir à obtenir ses propres succès au lieu de se contenter, ou de se gargariser, « du trésor prêt-à-porter » de leurs pères. « Après mûres réflexions et analyses, je m'engageai dans un combat citoyen. Le milieu de jeunes en était pauvre pour la simple raison que la jeunesse congolaise est en manque de culture patriotique. Notre jeunesse a perdu toutes ses valeurs civiques », écrit Antoine Bienaimé Obam'Odon.

Tout en dressant l'état des lieux de l'accablante situation de la jeunesse congolaise, l'auteur, à sa manière, propose quelques issues de sortie. Antoine Bienaimé Obam'Odon mène aussi une réflexion sociopolitique visant à dévoiler les aspirations de la jeunesse.

Hier étudiant en droit, aujourd'hui jeune administrateur à la direction générale de la fonction publique, Antoine Bienaimé Obam'Odon est aussi co-fondateur de l'association congolaise « Génération Z ». « J'écris pour permettre au monde de mieux connaître la jeunesse du Congo », explique-t-il en mettant en lumière ses ambitions politiques de plus en plus perceptibles.

Marie Alfred Ngoma

